

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU  
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 11 SEPTEMBRE 2014

VOLUME 230

**CLAUDE MORIN et ROSA FANIZZI**  
**Sténographes officiels**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue Saint-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU,  
Me EDITH FARAH ELASSAL,  
Me SONIA LeBEL

INTERVENANTS :

Me MARIE COSSETTE pour Hydro-Québec  
Me ESTELLE TREMBLAY pour le Parti québécois  
Me MARIE-CLAUDE MICHON pour le Procureur général du Québec  
Me MÉLISSA CHARLES pour l'Association de la construction du Québec  
Me CHRISTINA CHABOT pour le Directeur général des élections du Québec  
Me DENIS HOULE et Me ROXANE GALARNEAU pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec également  
Me JOSÉANE CHRÉTIEN pour le Barreau du Québec  
Me PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	6
PRÉLIMINAIRES	7
MICHEL FORGET	
INTERROGÉ PAR Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU	10
DISCUSSION	135

---

LISTE DES ENGAGEMENTS

	PAGE
189E-93 Le témoin devra fournir des statistiques des plaintes fondées reliées au mandat de la Commission	55
189E-94 Le témoin devra fournir des formulaires de la ligne Éthique	55
189E-95 Identifier les mécanismes de déclarations de conflits d'intérêt des employés et cadres d'Hydro-Québec à l'exclusion de la haute direction	88
189E-96 Fournir code d'éthique pour la gestion des appels d'offres	114
189E-97 Transmission de la ligne de conduite des autres services partagés sur les avantages reçus des fournisseurs	115

189E-98 Transmettre le rapport de 2012 portant sur  
la vérification interne à Hydro-Québec  
d'une valeur de 280 millions à  
l'attribution

125

---

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
189P-2004 : Cas vécus (extraits de la présentation « Sensibilisation à l'éthique et à la fraude » - 2012)	74
188P-2005 : Lettre de ACRGTQ à M. Réal Laporte en date du 28 septembre 2012	90
189P-2006 : Hydro-Québec - Code de conduite - l'éthique au coeur de nos décisions	110
189P-2007 : Présentation de Michel Forget sur la vérification interne à Hydro-Québec - SJuricomptabilité	128

---

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce onzième (11e)  
2 jour du mois de septembre,

3

4 (09:33:55)

5 PRÉLIMINAIRES

6

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Bonjour Monsieur. Bonjour à tous. Est-ce que les  
9 avocats pourraient s'identifier, s'il vous plaît,  
10 pour les fins de l'enregistrement?

11 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

12 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire,  
13 bonjour. Cainnech Lussiaà-Berdou pour la  
14 Commission.

15 Me EDITH FARAH ELASSAL :

16 Edith Farah Elassal pour la Commission.

17 Me MARIE COSSETTE :

18 Bonjour. Marie Cossette pour Hydro-Québec.

19 Me ESTELLE TREMBLAY :

20 Bonjour. Estelle Tremblay pour le Parti québécois.

21 Me MARIE-CLAUDE MICHON :

22 Bonjour. Marie-Claude Michon pour le Procureur  
23 général du Québec.

24 Me MÉLISSA CHARLES :

25 Mélissa Charles pour l'Association de la

1 construction du Québec. Bon matin.

2 Me CHRISTINA CHABOT :

3 Bon matin. Christina Chabot pour le Directeur  
4 général des élections du Québec.

5 Me DENIS HOULE :

6 Bonjour. Denis Houle pour l'Association des  
7 constructeurs de routes et grands travaux du  
8 Québec.

9 Me ROXANE GALARNEAU :

10 Bonjour. Roxane Galarneau pour l'Association des  
11 constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
12 également.

13 Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

14 Bonjour. Joséane Chrétien pour le Barreau du  
15 Québec.

16 Me PIERRE POULIN :

17 Et Pierre Poulin pour le Directeur des poursuites  
18 criminelles et pénales. Bonjour.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 C'est bien. On m'a indiqué qu'il y a une pièce qui  
21 était la lettre adressée à monsieur Accurso et  
22 l'engagement était... on avait coté l'engagement  
23 sous E92...

24 LA GREFFIÈRE :

25 E93 et c'est E92.



1 LA PRÉSIDENTE :

2 E-93 et ce serait E-92. O.K.

3 LA GREFFIÈRE :

4 Pourriez-vous vous lever pour l'assermentation?

5 M. MICHEL FORGET :

6 Oui.

7 \_\_\_\_\_

8

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce onzième (11e)  
2 jour du mois de septembre,

3  
4 A COMPARU :

5  
6 MICHEL FORGET, juricomptable

7  
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9  
10 LA PRÉSIDENTE :

11 Bonjour, Monsieur Forget.

12 R. Bonjour, Madame la Présidente.

13 INTERROGÉ PAR Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. **[1]** Bonjour, Monsieur Forget.

15 R. Bonjour.

16 Q. **[2]** Juricomptable, donc à l'emploi d'Hydro-Québec?

17 R. Tout à fait.

18 Q. **[3]** Depuis combien de temps?

19 R. Vingt-deux (22) ans.

20 Q. **[4]** Et une formation particulière pour ce poste-là?

21 R. Bien, je peux vous donner mon profil.

22 Q. **[5]** Hum, hum. Allez-y.

23 R. J'ai étudié en science comptable, j'ai écrit les  
24 examens de CGA Par la suite, j'ai fait un MBA pour  
25 cadre en exercice à l'Université de Sherbrooke.

1 J'ai obtenu mon diplôme en mil neuf cent quatre-  
2 vingt-onze (1991). En mil neuf cent quatre-vingt-  
3 treize (1993), j'ai obtenu le titre de CFE, qui est  
4 Certified Fraud Examiner. Dans le fond, c'est une  
5 association internationale qui regroupe soixante-  
6 cinq mille (65 000) membres à travers le monde et  
7 leur mission, c'est combattre la fraude, notamment  
8 dans les organisations. Ça, c'est mon profil au  
9 niveau académique.

10 Q. **[6]** Parfait. Et donc vingt-deux (22) ans chez  
11 Hydro-Québec. Est-ce que c'est la seule  
12 organisation pour laquelle vous avez travaillé?

13 R. Au niveau de ma carrière, j'ai fait trois ans dans  
14 un bureau de comptables agréés dont deux ans  
15 considérés comme mon stage. Par la suite, j'ai  
16 travaillé pour une institution financière durant  
17 huit années, à la vérification interne, et lors des  
18 cinq dernières années, j'étais le directeur de la  
19 vérification opérationnelle.

20 Par la suite, j'ai eu le privilège d'entrer  
21 à Hydro-Québec. J'ai toujours oeuvré à la  
22 vérification interne et toujours en  
23 juricomptabilité. J'ai été embauché comme ressource  
24 externe pour faire partie de l'équipe qui avait été  
25 implantée pour traiter des dossiers juricomptables

1 en mars mil neuf cent quatre-vingt-douze (1992).

2 Q. [7] Donc, essentiellement, à la naissance de cette  
3 équipe-là.

4 R. Exactement.

5 Q. [8] Et aujourd'hui, vous en êtes le chef.

6 R. Actuellement, j'ai le poste... je suis titulaire du  
7 poste Chef administration et juricomptabilité.

8 Q. [9] Parfait. Donc, j'imagine que « administration  
9 et juricomptabilité », c'est une sous-division du  
10 Bureau du vérificateur interne?

11 R. Oui, c'est ça. Au niveau du vérificateur interne,  
12 il y a...

13 Q. [10] Peut-être avant que vous continuiez...

14 R. Oui.

15 Q. [11] ... peut-être que ce serait le bon moment,  
16 Madame Blanchette, pour démarrer la présentation  
17 de... qui est à l'onglet, je pense, 20, Madame la  
18 Présidente, dans...

19 LA GREFFIÈRE :

20 Quel onglet?

21 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

22 20, que je vais coter à la fin.

23 R. Simplement peut-être expliquer la vérification  
24 interne dans les grands blocs, là. C'est que, dans  
25 le fond, le vérificateur interne est monsieur Élie

1 Rabbat et, dans le fond, il y a deux directeurs qui  
2 s'occupent, d'un côté, les activités réglementées  
3 et, de l'autre côté, les activités non  
4 réglementées. Il y a également une chef...

5 Q. **[12]** La distinction entre les deux, c'est?

6 R. Bien, c'est question... qu'est-ce qui est les  
7 activités réglementées, c'est Hydro-Québec  
8 Distribution et Hydro-Québec TransÉnergie.

9 Q. **[13]** Et les non réglementées, ce sont les deux  
10 autres.

11 R. C'est les autres activités de l'entreprise, bien  
12 que dans les activités réglementées, il y a  
13 quelques activités autres aussi pour balancer les  
14 équipes. Par ailleurs, il y a une chef qui s'occupe  
15 de la vérification des technologies de  
16 l'information et finalement il y a le chef  
17 administration et juricomptabilité, poste que  
18 j'occupe.

19 Q. **[14]** Et donc c'est quatre disons...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. **[15]** Pouvez-vous nous dire ce que regroupent ces  
22 deux secteurs-là?

23 R. Les deux secteurs étant...

24 Q. **[16]** Ce que vous venez de nous nommer. Hydro-Québec  
25 possède le... voyons, travaille principalement dans

1           deux secteurs, vous nous avez dit...

2           R. Oui, dans le fond, mais...

3           Q. **[17]** ... TransÉnergie...

4           R. ... il y en a quatre secteurs parce que, dans le  
5           fond, les deux directeurs se partagent les marchés,  
6           les grands blocs de l'entreprise et il y a une chef  
7           qui s'occupe vraiment des technologies de  
8           l'information qui couvrent tout l'ensemble des  
9           activités en technologie pour Hydro-Québec. Et moi,  
10          chef administration et juricomptabilité,  
11          administration pour le volet administratif du  
12          Bureau du vérificateur interne et juricomptabilité  
13          pour la spécialité elle-même de... pour l'ensemble  
14          des activités de l'entreprise.

15          Q. **[18]** O.K.

16          R. C'est ça.

17          Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18          Q. **[19]** La juricomptabilité, juste... on va y revenir  
19          en détail plus tard, mais...

20          R. Oui.

21          Q. **[20]** ... ça veut dire quoi?

22          R. Juricomptabilité, dans le fond, c'est les  
23          manquements graves à l'éthique et la fraude, c'est  
24          une équipe dédiée à temps plein pour s'occuper de  
25          ce genre de dossier-là.

1 Q. **[21]** Donc, la vérification interne, hier, monsieur  
2 Laporte nous a... nous l'a introduite dans  
3 l'organigramme global d'Hydro-Québec, mais peut-  
4 être avec un peu plus de détail, là, je vois que  
5 c'est... un peu affiché à l'écran mais...

6 R. Oui, bien...

7 Q. **[22]** ... où s'inscrit le comité de vérification  
8 puis comment elle opère?

9 R. Tout d'abord...

10 Q. **[23]** Comment le... le vérificateur interne?

11 R. Bien, c'est ça, le vérificateur interne est sous  
12 l'autorité du comité de vérification et il relève,  
13 administrativement, du PDG. Ça respecte la Loi 53,  
14 qui est la gouvernance des sociétés d'État et la  
15 Loi d'Hydro-Québec. On parle ici d'un groupe global  
16 de trente-neuf (39) personnes : trente (30) qui  
17 oeuvrent en vérification d'optimisation de  
18 ressources, quatre dédiées à la juricomptabilité,  
19 cinq qui sont des employés en support  
20 administratif.

21 On parle ici d'indépendance, compétence,  
22 expérience, objectivité. On applique les normes de  
23 pratique professionnelle de l'Institut des  
24 vérificateurs internes, c'est très important parce  
25 que c'est notre référentiel dans le domaine de la

1 vérification interne. On a... Tous les documents  
2 qu'on produit, essentiellement, sont déposés au  
3 comité de vérification, dont notamment notre plan  
4 annuel, qu'on fait à l'automne et qui est pour  
5 l'année précédente... suivante, excusez.

6 Q. **[24]** Quand vous dites que le vérificateur relève,  
7 administrativement, du PDG par rapport au comité de  
8 vérification, la nuance, c'est laquelle, qu'est-ce  
9 qui...

10 R. Sur le plan fonctionnel, il relève directement du  
11 comité de vérification mais, pour des fins  
12 administratives, les budgets, des éléments comme  
13 ça, il relève du PDG.

14 Q. **[25]** Et donc, il fait rapport au comité de  
15 vérification sur une base annuelle aussi ou...

16 R. Il fait rapport constamment, il y a six réunions  
17 par année. On dépose les rapports au fur et à  
18 mesure qu'ils sont... qu'ils sont réalisés et il y  
19 a une reddition de compte qui est faite à la fin de  
20 l'année. D'entrée de jeu, ils ont plan, le plan  
21 annuel qui a été prévu, et il y a un découpage de  
22 la réalisation des travaux puis un suivi qui est  
23 fait à chacun... à chacune des rencontres du comité  
24 de vérification. Ça fait que tout passe,  
25 finalement, par le comité de vérification.



1 Q. **[26]** Votre planification annuelle approuvée par le  
2 comité de vérification établit quoi, les... des  
3 enquêtes spécifiques sur lesquelles vous allez vous  
4 pencher, des vérifications générales...

5 R. Le plan annuel touche les activités d'optimisation  
6 de ressources. En juricomptabilité, on ne peut pas  
7 savoir d'avance sur quoi qu'on va travailler,  
8 nonobstant nos activités de prévention, de  
9 sensibilisation. Donc, le plan annuel, à l'automne,  
10 ce qui est fait c'est qu'on a neuf vérificateurs  
11 chargés de projets, qui connaissent très bien le  
12 découpage des activités de l'entreprise, et on a un  
13 système de planification qui nous permet de mettre,  
14 dans une base de données, des projets à venir.  
15 Donc, tenant compte d'un ensemble de facteurs, on  
16 va prioriser des choix et chaque chargé de projets  
17 va soumettre quatre, cinq projets qui sont  
18 susceptibles d'être optimaux pour l'organisation  
19 pour l'année qui vient. Ça c'est... il va y avoir  
20 un arbitrage au niveau du comité de gestion du  
21 vérificateur interne et, lui, il va avoir son  
22 dernier mot pour retenir les projets qu'il entend  
23 réaliser. Il va partager ça avec les relevants du  
24 PDG, il va partager ça avec le PDG et, finalement,  
25 ça va être déposé au comité de vérification pour

1 fin d'autorisation. Et ça va devenir notre plan  
2 pour l'année qui vient.

3 Et, par la suite, on a à peu près... on  
4 pense réaliser selon une séquence et ça c'est  
5 rigoureusement suivi par le comité de vérification.  
6 Et, à chaque séance, on dépose, évidemment, les  
7 rapports qui ont été complétés, et c'est accompagné  
8 des plans d'action qui ont été préparés par les  
9 gestionnaires concernés, puis c'est signé jusqu'aux  
10 relevants du PDG, et à la satisfaction, évidemment,  
11 de la vérification interne. Donc, tout est déposé  
12 au comité de vérification. Puis le PDG reçoit les  
13 rapports en même temps que le comité de  
14 vérification.

15 Q. **[27]** Quatre juricomptables, c'est ce que je vois.  
16 Quand je vois « 4 dédiés à la juricomptabilité »,  
17 c'est donc quatre juricomptables, c'est dans votre  
18 équipe à vous, ça?

19 R. C'est dans mon équipe à moi.

20 Q. **[28]** Pour vingt mille (20 000) employés?

21 R. Oui.

22 Q. **[29]** Est-ce que c'est pas un peu limité?

23 R. Je vous dirais qu'en vingt-deux (22) ans  
24 d'expérience, il y a une bonne adéquation au niveau  
25 des ressources. Quatre juricomptables pour faire de

1 la prévention, sensibilisation, détection et de  
2 l'enquête, c'est suffisant. Et, lorsque c'est pas  
3 le cas, on peut emprunter des ressources au niveau  
4 des vérificateurs en optimisation de ressources  
5 pour nous accompagner dans la réalisation de  
6 certains mandats. Et, à l'extrême limite, on peut  
7 acheter des... ou louer des services professionnels  
8 externes, on a des budgets pour ça. Mais je vous  
9 dirais, dans les dernières années, on a été  
10 capables d'assumer pleinement les dossiers qu'il y  
11 avait à réaliser et en fonction des ressources de  
12 disponibles. Puis on prend le temps requis puis on  
13 va prioriser des dossiers, puis il y a des choses  
14 qui peuvent attendre, il y a des choses plus  
15 prioritaires, ça fait que dans notre portefeuille  
16 de projets on va y aller avec les choses les plus  
17 importantes.

18 Q. **[30]** Est-ce que vous faites aussi appel aux  
19 ressources... j'ai cru comprendre hier que  
20 certaines des divisions ont également des  
21 vérificateurs à l'interne, je pense que leur titre  
22 est légèrement différent, là, je ne veux pas...

23 R. C'est ça, à l'interne...

24 Q. **[31]** ... qu'il y ait de confusion.

25 R. ... c'est ce qu'on appelle le bureau du contrôleur.

1 C'est qu'il y a des conseillers contrôle qui sont  
2 dans chacune des grandes divisions d'Hydro-Québec.  
3 Eux, ça... ça pourrait arriver qu'on emprunte ces  
4 ressources-là, on travaille plus peut-être en  
5 collaboration. Puis souvent c'est des gens qui vont  
6 avoir travaillé en amont des dossiers, ils vont  
7 avoir été faire des vérifications, par exemple,  
8 chez des entrepreneurs ou autres, et ils vont avoir  
9 soulevé des doutes. Et, à partir du moment où il y  
10 a un doute, c'est là qu'ils vont nous... venir nous  
11 interpellier et qu'on va ouvrir un dossier, nous,  
12 qu'on appelle « juricomptable ».

13 Mais, à l'extrême limite, c'est sûr que  
14 c'est des gens qui ont des compétences, qui sont...  
15 qui pourraient faire partie de nos équipes sur une  
16 base temporaire. Mais déjà ils ont des missions,  
17 puis ils sont en nombre limité, là, ça fait que les  
18 prêts de ressources, là, c'est... ça peut se faire  
19 mais, dans les faits, ça se fait pas vraiment, là.

20 Q. [32] Et...

21 R. Je le répète, là, dans les dernières années, ça pas  
22 du tout été un problème, on a une adéquation  
23 ressources en fonction des projets qu'on a à  
24 réaliser, ça pose pas un problème et on a un  
25 budget, si jamais on est mal pris, avec ça.

1 Q. **[33]** Même chose, disons, dans votre rapport avec la  
2 direction de la sécurité industrielle qui, elle  
3 aussi, est une...

4 R. On travaille...

5 Q. **[34]** ... un collaborateur?

6 R. On travaille en partenariat avec la direction  
7 principale sécurité industrielle, on est  
8 complémentaire. On est capable d'arrimer des  
9 mandats où chacun fait un bout de chemin. On a des  
10 expertises complémentaires.

11 Q. **[35]** Enfin, là vous dites que votre travail est,  
12 disons, révisé sur une base annuelle par une firme  
13 indépendante et qui a une revue complète aux cinq  
14 ans, si je vois en bas de la...

15 R. Oui. Ici, ce qui est important de comprendre dans  
16 un premier temps, c'est que pour être capable de  
17 dire qu'on travaille selon les normes  
18 professionnelles, normes de pratiques  
19 professionnelles de l'Institut des vérificateurs  
20 internes, on a une assurance qualité qui est faite  
21 par une firme externe qui est qualifiée pour faire  
22 ce type d'intervention qui vient sur une base  
23 annuelle sélectionner un bon nombre de dossiers  
24 dans chaque discipline, juricomptabilité, les  
25 activités réglementées, non réglementées, les...

1 les dossiers en technologie de l'information et ils  
2 vont s'assurer qu'on applique les normes  
3 professionnelles. Ils vont faire rapport là-dessus.  
4 Ça, c'est adressé au Vérificateur interne, c'est  
5 son assurance qualité pour lui. Par ailleurs, à  
6 tous les cinq ans, en vertu des normes  
7 professionnelles, une firme indépendante externe  
8 doit venir vérifier l'ensemble des activités de la  
9 vérification interne incluant la juricomptabilité  
10 pour s'assurer qu'on travaille, encore une fois,  
11 selon les normes de pratique professionnelle. Parce  
12 que dans les rapports d'optimisation, c'est  
13 mentionné qu'on a réalisé le mandat selon les  
14 normes professionnelles. Puis pour être capable de  
15 garder cette appellation-là, il faut être... il  
16 faut avoir cette attestation indépendante par une  
17 firme externe puis encore une fois, ils viennent  
18 revoir l'ensemble de... de nos activités. Ça veut  
19 dire planification, ça veut dire réalisation, ça  
20 veut dire nos outils, ça veut dire la formation,  
21 qualification des... du personnel, les compétences.

22 Q. [36] Et cette firme-là, c'est toujours la même?

23 R. Dans les deux derniers exercices, ça a été la même  
24 firme. Mais par le passé, ça a pas toujours été la  
25 même. Puis qu'est-ce qui est important de dire ici,

1 à tous les cinq ans, c'est un mandat qui est confié  
2 directement par le comité de vérification et le  
3 rapport est adressé directement au comité de  
4 vérification.

5 Q. [37] Donc, ça passe pas par vous, c'est ce que vous  
6 nous dites?

7 R. Ça passe pas par la vérification interne. Puis  
8 évidemment, ils vérifient, encore une fois, la  
9 qualité de nos dossiers, s'assurer que les normes  
10 son respectées. Et dans toutes les disciplines  
11 confondues.

12 (09:50:17)

13 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

14 Q. [38] Vous avez dit tout à l'heure que le plan  
15 annuel est discuté d'abord avec les... avec les  
16 relevants du PDG puis ensuite avec le PDG puis  
17 après ça avec le comité de vérification. Donc, des  
18 étapes, donc les... les relevants et le PDG passent  
19 avant le comité de vérification?

20 R. Oui.

21 Q. [39] Est-ce qu'il y a pas possibilité à ce moment-  
22 là que peut-être que dans le fond, dans le choix  
23 des sujets de vérification, qu'il puisse y avoir  
24 discussion sur la... la pertinence des sujets? Est-  
25 ce que ça, ça... si c'est ce à quoi ça sert ces

1 discussions-là probablement?

2 R. Quand c'est présenté, le vérificateur interne a  
3 priorisé des mandats dans chacune des grandes  
4 divisions, prenons ça comme ça. Et il y a une  
5 banque de projets dans sa main au cas où ça serait  
6 pas le bon moment de réaliser une vérification pour  
7 toutes sortes de raisons. Par exemple, qu'on est en  
8 implantation d'un nouveau système, ça va venir  
9 changer les processus. La vérification, dans un  
10 premier temps, serait pas pertinente. Ça serait  
11 mieux de repasser une fois que le système est  
12 implanté puis que tout est en place. Il y a ce  
13 genre de discussion-là. Mais le vérificateur  
14 interne est propriétaire de son plan. Il a la  
15 conviction que c'est ça qui va couvrir les... les  
16 grands domaines et les grands risques pour l'année  
17 qui vient. Ça fait qu'en présentant ça, c'est  
18 simplement pour les aviser. Puis oui, il peut y  
19 avoir une base de discussion. Par contre, c'est le  
20 vérificateur interne qui a le dernier mot. Et par  
21 la suite, il rencontre le PDG, effectivement, pour  
22 présenter l'ensemble des portefeuilles. Encore une  
23 fois, il peut y avoir une discussion. Et  
24 finalement, c'est présenté pour fins d'autorisation  
25 au comité de vérification et le comité de



1 vérification pourrait avoir son mot à dire et  
2 demander que telle vérification se fasse au  
3 détriment d'une autre. Ça fait qu'il y a un  
4 arbitrage possible, mais c'est toujours le  
5 vérificateur interne qui est propriétaire de son  
6 plan, qui a le contrôle sur son plan mais qui est à  
7 l'écoute des... des intervenants, des hauts  
8 dirigeants si jamais il y avait effectivement... on  
9 a peut-être fait une mauvaise lecture de l'à-propos  
10 d'un mandat par rapport au... au moment propice ou  
11 pas de l'exécuter. Donc, je voudrais...

12 Q. **[40]** Parce que justement, normalement c'est  
13 considéré avant de présenter le plan l'à-propos de  
14 la vérification? Quand... rendu à cette étape-là...

15 R. Oui, mais...

16 Q. **[41]** ... normalement, on a déjà balancé l'à-propos  
17 du choix de la vérification?

18 R. ... le plan, là, il devient définitif, là, ou quasi  
19 définitif, le plan, dans son ensemble, c'est après  
20 avoir été discuté avec le PDG. Avant ça, là, c'est  
21 un préliminaire. C'est un plan, là, où est-ce qu'on  
22 est en train de faire le... le dessin, là. On est  
23 en train de dessiner, là, qu'est-ce qu'on s'apprête  
24 à faire pour l'année qui vient. Donc, il va devenir  
25 plan formellement une fois qu'il va être autorisé

1        au niveau du comité de vérification. Avant ça,  
2        c'est... c'est pas un plan qui est coulé dans le  
3        béton.

4        Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

5        Q. **[42]** Là, si je comprends bien, il y a un regard du  
6        PDG qui est peut-être... qui est peut-être au-delà  
7        de... du simple contrôle administratif qu'on a vu  
8        tout à l'heure?

9        R. C'est davantage pour l'informer des mandats que  
10       pour discuter de l'à-propos des... des mandats  
11       comme tels.

12       Q. **[43]** Mais c'est théoriquement possible, si je vous  
13       suis?

14       R. Bien, à la limite, le PDG pourrait lui aussi mettre  
15       sur la table une considération qu'on n'a pas  
16       envisagée, qui est forte pertinente puis qu'on va  
17       juste déplacer dans notre... dans notre  
18       portefeuille de projets le moment de réalisation.  
19       Le projet sera pas éliminé pour autant. Il pourrait  
20       être retardé parce qu'il y en a peut-être un qui  
21       est prioritaire à ses yeux puis qu'il aimerait  
22       qu'on fasse. Puis que là, bien, nous, évidemment,  
23       il faut balancer le portefeuille de projets avec  
24       les ressources disponibles. Puis dans le plan  
25       annuel, on réserve une banque d'heures permettant

1 d'assumer des mandats ad hoc, sur demande, qui  
2 pourraient provenir du comité de vérification ou du  
3 PDG ou de tout autre haut dirigeant ou de  
4 gestionnaires de l'entreprise parce que c'est le  
5 moment propice de demander une vérification dans  
6 tel domaine d'activité. Ça fait qu'on a une banque  
7 d'heure qui nous permet d'avoir cette souplesse-là.  
8 Puis encore une fois, on a des budgets qui nous  
9 permettent d'acheter des services professionnels.  
10 C'est des... l'allocation de ressources, dans le  
11 fond, qui va être sous la supervision de la  
12 vérification interne mais qui nous permet d'avoir  
13 une augmentation au niveau des ressources si jamais  
14 on est en difficulté pour réaliser notre engagement  
15 pour le plan annuel.

16 Q. **[44]** Peut-être passer à la diapositive suivante.

17 R. Bien c'est ça, le plan, d'ailleurs, le plan découle  
18 avant tout d'un plan directeur. Un plan directeur  
19 de trois ans. Ça fait que ça, c'est présenté au  
20 comité de vérification pour des fins  
21 d'autorisation, ça fait que le plan annuel, à  
22 chaque année, vient s'inscrire dans la première  
23 année ou dans la deuxième année ou dans la  
24 troisième année du plan directeur. Évidemment, pour  
25 respecter les normes professionnelles, même dans

1 les mandats d'optimisation de ressources, les  
2 vérificateurs doivent tenir en compte de la  
3 possibilité de découvrir de la fraude. C'est pas  
4 eux qui vont réaliser les mandats juricomptables si  
5 jamais il y avait détection d'anomalies ou  
6 d'irrégularité mais ils ont un devoir de faire une  
7 couverture. Et si jamais ils ont un signal d'alerte  
8 qui est détecté, ils vont aviser l'équipe  
9 juricomptable, et c'est l'équipe juricomptable qui  
10 va compléter les travaux à ce niveau-là.

11 Q. **[45]** Euh...

12 R. Je disais tantôt... Oui? Pardon.

13 Q. **[46]** Vous parliez de... les domaines prioritaires  
14 et les principaux risques des activités, moi,  
15 j'imagine que ça fluctue dans le temps, mais peut-  
16 être des exemples pour...

17 R. Mais dans le fond, dans notre banque... dans notre  
18 système de planification, on a les projets les plus  
19 porteurs pour l'organisation, tenant compte des  
20 analyses de risque, des dossiers antérieurs, des  
21 préoccupations des membres de la haute direction,  
22 du comité de vérification. C'est un assemblage de  
23 préoccupations qui fait en sorte qu'on vient un  
24 petit peu prioriser les dossiers par rapport à  
25 d'autres, et s'assurer qu'on fait la couverture la

1 plus optimale possible des activités dans un plan  
2 qui vient. C'est ça que je voulais...

3 Q. [47] Que vous vouliez dire...

4 R. ... traduire dans cette...

5 Q. [48] O.K. L'optimisation de ressources, ça fait  
6 plusieurs fois que vous en parlez; peut-être pour  
7 éclairer un peu les commissaires, moi-même et le  
8 public, ça veut dire quoi, ce concept-là?

9 R. L'obti... le concept d'optimisation de ressources,  
10 c'est l'efficacité, l'économie, et l'efficience. Ça  
11 touche également la conformité, le respect des  
12 lois, des encadrements, des règlements. C'est, dans  
13 le fond, s'assurer que, optimalement parlant, les  
14 processus sont en place, sinon il va y avoir des  
15 recommandations pour améliorer les choses.

16 Q. [49] Et ça, c'est du ressort de la vérification  
17 interne?

18 R. C'est essentiellement la mission principale de  
19 vérification interne, d'agir comme ressource qui a  
20 le regard sur l'optimisation des ressources de  
21 l'entreprise. C'est la mission première.

22 Q. [50] Parfait. Donc, les mandats *ad hoc*, je pense  
23 vous en avez parlé un peu tout à l'heure.

24 R. Oui.

25 Q. [51] Reddition de comptes au comité de

1 vérification, vous avez dit que c'était annuel? Ou  
2 c'est plusieurs fois par année?

3 R. C'est... il y a un suivi continuuel par le com...  
4 les membres du comité de vérification des activités  
5 de la vérification interne, essentiellement basé  
6 sur un plan qui avait été présenté, et par la  
7 suite, suivi. Et, au fur et à mesure, comme je  
8 disais tantôt, on dépose les rapports avec les  
9 plans d'action. Ils exercent un suivi sur la... les  
10 correctifs à apporter par les gestionnaires au  
11 niveau des plans d'action, et à la fin, c'est  
12 certain qu'il y a une reddition de comptes sur  
13 l'ensemble des réalisations de l'année. Est-ce  
14 qu'on a réalisé le plan ou pas? Et si c'est pas le  
15 cas, bien, pourquoi? Et, par ailleurs, il y a  
16 également une reddition de comptes qui est faite  
17 sur les activités juricomptables au trente (30)  
18 juin et à la fin de l'année, sur essentiellement  
19 les dossiers qui ont été traités en  
20 juricomptabilité.

21 Q. [52] Parfait. Je sais pas si vous avez d'autres  
22 choses à nous dire sur cette diapositive, cette...

23 R. Bien, évidemment, on rencontre annuellement les  
24 vérificateurs externes pour parler globalement de  
25 la réalisation du plan... du plan annuel des

1 activités de la vérification interne, incluant la  
2 juricomptabilité. Puis, au niveau de la  
3 juricomptabilité, les vérificateurs externes  
4 regardent de façon assez détaillée les différentes  
5 problématiques qui ont été touchées dans la  
6 réalisation des mandats juricomptables parce que,  
7 de leur côté, ils veulent gérer leur risque eux  
8 aussi. Puis, encore une fois, je vous répète,  
9 Madame la Présidente, on a les ressources  
10 suffisantes pour réaliser pleinement notre plan  
11 annuel et nos travaux en juricomptabilité. Et,  
12 comme je l'explique encore une fois, si c'est pas  
13 le cas, on va aller piger dans un budget qui nous  
14 permet de louer des ressources en services  
15 professionnels qui vont rester sous la supervision  
16 de la vérification interne.

17 Q. **[53]** Peut-être...

18 R. On... Oui?

19 Q. **[54]** ... deux petites questions : est-ce que dans  
20 les domaines prioritaires, les principaux risques,  
21 récemment, ceux qui font partie du mandat de la...  
22 de la Commission, on parle de corruption,  
23 collusion, est-ce que ça, ce sont des domaines  
24 prioritaires constants? Est-ce que ce sont des  
25 domaines prioritaires qui ont été jugés plus

1 importants à certaines époques?

2 R. Je vous dirais, Madame la Présidente, pour répondre  
3 à la question que depuis la mise en place de la  
4 Commission, c'est certain que... depuis toujours,  
5 on fait de la vérification d'octroi de contrats et  
6 de gestion, et on a continué à en faire. C'est  
7 certain, c'est prioritaire pour nos activités, et  
8 sur... on a tenu compte aussi de l'UPAC, la  
9 présence de l'UPAC et le fait que c'était  
10 d'actualité, c'est certain qu'on a tenu compte dans  
11 la composition de notre plan annuel, c'est certain.  
12 Mais il faut... on n'a pas commencé à faire de la  
13 vérification au moment de... de la création de la  
14 Commission. On en faisait bien avant, mais on s'est  
15 assuré de continuer dans cette perspective-là.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [55] O.K. Mais de quelle façon en avez-vous tenu  
18 compte?

19 R. Bon, en augmentant le nombre de projets qui  
20 pouvaient toucher, en... en ciblant des projets où  
21 est-ce que, en plus de regarder qu'est-ce qui était  
22 question d'être regardé, on a ajouté une dimension  
23 gestion ou octroi de contrats, des choses comme ça.

24 Q. [56] Mais, ce... concrètement, ça veut dire quoi?

25 R. Bien, c'est de... d'aller examiner de près comment



1 est-ce que l'adjudication de contrats a pu être  
2 faite dans tel domaine d'activité.

3 Q. [57] Est-ce que je comprends que vous vérifiez s'il  
4 y a des indices de collusion ou quelque chose comme  
5 ça?

6 R. Les gens en optimisation de ressources, comme j'ai  
7 expliqué tantôt, doivent avoir un oeil sur des  
8 possibilités d'irrégularité ou de détection de  
9 fraude. Donc, ils ont ça à l'oeil, c'est certain.  
10 Avant tout, ils veulent voir l'optimisation, mais  
11 ils vont avoir ça à l'oeil. Ça fait que dans ce  
12 sens-là, oui, on... on a à l'esprit que c'est un  
13 enjeu, la collusion. C'est un enjeu.

14 Q. [58] Et la corruption.

15 R. Et la corruption également. Et toute autre forme de  
16 fraude.

17 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18 Q. [59] Bien, avez-vous fait des mandats spécifiques  
19 là-dessus récemment? Parce qu'on peut dire, oui,  
20 j'ai... il y a eu des vérifications précises là-  
21 dessus. Vous dites, là, en général, ils regardent  
22 ça, mais de façon très spécifique, est-ce qu'il y a  
23 eu des mandats récents sur cet aspect-là?

24 R. En deux mille douze (2012), le comité de  
25 vérification à mandaté le vérificateur interne

1 d'aller faire spécifiquement une vérification de  
2 dix (10) con... c'était... dans le fond, l'univers  
3 des vérifications, c'est le vérificateur interne  
4 qui l'a élaboré, mais on a examiné dix (10)  
5 contrats d'une valeur d'attribution de deux cent  
6 quatre-vingts millions (280 M), et on a fait  
7 rapport directement au comité de vérification.  
8 Somme toute, les résultats étaient satisfaisants,  
9 puis ça donnait une assurance pour eux. Et ça  
10 s'inscrivait dans les perspectives que... on...  
11 vous venez de discuter.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[60]** Mais pourquoi dans ces dix (10) contrats-là  
14 plus particulièrement?

15 R. Il y avait une préoccupation du comité de  
16 vérification sur l'actualité et ils ont demandé  
17 spécifiquement d'aller examiner un ensemble de  
18 contrats pour obtenir une assurance additionnelle  
19 que les contrôles fonctionnent bien puis qu'on est  
20 en contrôle par rapport à la gestion des contrats.  
21 (10:01:58)

22 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

23 Q. **[61]** Ces dix (10) contrats-là étaient en  
24 construction?

25 R. Les dix (10) contrats étaient en construction.

1 Q. **[62]** Quand vous dites que les résultats étaient  
2 satisfaisants...

3 R. C'est que les mesures en place donnaient  
4 l'assurance qu'il y avait une saine gestion des  
5 contrats.

6 Q. **[63]** Donc, il n'y a pas d'irrégularités  
7 additionnelles qui ont été détectées dans...

8 R. Il n'y a pas d'irrégularités additionnelles qui  
9 étaient détectées, effectivement.

10 Q. **[64]** Et est-ce que les processus semblaient avoir  
11 été suivis?

12 R. Les processus étaient suivis.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. **[65]** Et quelles étaient les irrégularités que vous  
15 aviez constatées pour pouvoir aller voir de plus  
16 près ces contrats-là?

17 R. Là j'ai... je me suis peut-être mal exprimé. C'est  
18 pas moi qui est allé faire la vérification. Moi,  
19 mon champ d'expertise c'est la juricomptabilité. Le  
20 comité de vérification a demandé spécifiquement une  
21 vérification en optimisation, mais pour aller voir  
22 la gestion de contrats. Et s'il avait détecté des  
23 anomalies ou des irrégularités, c'est là que  
24 l'équipe juricomptable serait intervenue. Il n'y a  
25 pas d'indice d'irrégularité qui a été détecté à ce

1 moment-là. Donc, on n'est pas intervenu du tout.

2 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

3 Q. **[66]** Donc, la vérification interne n'est pas  
4 intervenue ou la juricomptabilité?

5 R. La juricomptabilité n'est pas intervenue au niveau  
6 du mandat parce que ce n'était pas requis.

7 Q. **[67]** Donc, c'est l'optimisation des ressources qui  
8 s'est occupé de faire...

9 R. C'est l'équipe d'optimisation des ressources qui  
10 est allée... c'est ceux qui ont les compétences  
11 pour aller examiner les contrats de construction.

12 Q. **[68]** Est-ce que vous savez, de par votre position  
13 au sein de la vérification interne, comment ces  
14 dits contrats-là ont été choisis ou est-ce qu'il y  
15 avait des raisons particulière de cibler ceux-là,  
16 ou est-ce que c'était un échantillon représentatif  
17 ou...

18 R. Il y a eu une préoccupation sur les entreprises qui  
19 faisaient l'actualité et qui touchaient le groupe  
20 de monsieur Accurso.

21 Q. **[69]** D'accord. Donc, il y avait des... comment  
22 dire, c'est l'identité des partenaires ou des  
23 adjudicateurs de contrats...

24 R. Des entreprises reliées à Louisbourg Construction,  
25 Simard-Beaudry. Il y a plusieurs entreprises, là.

1 Q. [70] O.K. Donc, un certain nombre de contrats  
2 octroyés à certaines personnes en particulier ont  
3 été vérifiés pour cette raison-là?

4 R. Tout à fait.

5 Q. [71] Et ce que je comprends c'est qu'il n'y a rien  
6 qui a été décelé qui méritait de référer les  
7 dossiers, il y a pas eu...

8 R. Exactement.

9 Q. [72] Vous avez parlé de mandat ad hoc en plus de la  
10 planification, est-ce que vous avez des exemples à  
11 nous donner de mandats ad hoc qui pourraient  
12 être... je ne sais pas si ça se catégorise ou si  
13 c'est des... c'est vraiment très très spécifique,  
14 là, de mandats qui sont confiés plutôt par le  
15 conseil d'administration? Ou peut-être est-ce que  
16 les directeurs aussi peuvent faire ça, la haute  
17 direction?

18 R. C'est essentiellement la haute direction et le  
19 comité de vérification. Je vais vous donner un  
20 exemple. Durant l'année civile en cours de  
21 réalisation de notre plan, il y a eu implantation  
22 d'un nouveau système informatique et il y a  
23 certaines préoccupations quant à par exemple la  
24 sécurité. Ils vont faire intervenir l'équipe de  
25 vérification de technologie de l'information pour

1 aller faire une attestation pour rassurer les  
2 préoccupations. Ça peut être à peu près n'importe  
3 quoi, là. C'est certain que c'est pas une dizaine  
4 de mandats, c'est quelques mandats ad hoc qui  
5 peuvent se matérialiser dans une année. C'est en  
6 fonction de comment est-ce que les choses se  
7 présentent.

8 Il y a peut-être un point que j'aimerais  
9 rajouter. Quand on parlait tantôt de, quand j'ai  
10 parlé tantôt de l'attestation, la vérification à  
11 tous les cinq ans. Ce qui est bien important à dire  
12 c'est que, ils vont vérifier l'indépendance du  
13 vérificateur interne. Ça fait partie des normes  
14 professionnelles. Et ils vont vraiment faire un  
15 travail pour s'assurer que le vérificateur interne  
16 est complètement indépendant dans ses fonctions. Et  
17 ils vont rendre compte là-dessus. Je m'excuse.

18 Q. **[73]** Parfait. Madame Blanchette, peut-être qu'on  
19 peut passer...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. **[74]** Quels sont surtout les aspects qu'il vérifie  
22 pour voir s'il est totalement indépendant?

23 R. Ils vont rencontrer les membres du conseil  
24 d'administration, rencontrer les membres du comité  
25 de vérification, rencontrer les membres de la haute

1 direction, rencontrer des vérificateurs sous le  
2 vérificateur interne.

3 Q. [75] Oui, mais dans vos critères pour déterminer  
4 qu'il serait totalement indépendant, quels sont les  
5 critères qui vous permettent de dire qu'il serait  
6 totalement indépendant?

7 R. Bien, c'est le programme qui est sous la gouverne  
8 de celui qui vient faire les travaux. J'ai pas son  
9 programme comme tel, mais lui il a... pour être  
10 capable de donner l'assurance qu'il avait  
11 l'indépendance, il a fallu qu'il se fasse un  
12 programme puis qu'il suive ses travaux, puis que la  
13 finalité, dans le fond, c'est que oui... oui ou non  
14 il est indépendant. C'est la façon de la reddition  
15 de comptes, la façon d'intervenir, d'interagir avec  
16 les hauts dirigeants de l'entreprise, comment est-  
17 ce qu'il bâtit son plan. Les critères comme tels,  
18 je ne suis pas capable de les élaborer parce que je  
19 ne les possède pas, c'est lui qui a fait son  
20 travail, mais j'imagine que c'est un petit peu dans  
21 ce que je dis, là. Je ne sais pas si...

22 Q. [76] Bien, disons que vous dites que, on s'assure  
23 que le vérificateur interne est totalement...

24 R. C'est pas moi, c'est pas moi qui dis qu'on... c'est  
25 pas moi qui dis... je m'assure.

1 Q. [77] Bien, vous venez de le dire, en tout cas.

2 R. Je m'excuse, je me suis mal exprimé. La firme  
3 externe indépendante, c'est elle qui doit être  
4 capable de dire que le vérificateur interne est  
5 indépendant. C'est cette firme-là. Elle va bâtir  
6 ses critères, son programme de vérification. Puis  
7 sa capacité de répondre à ça, c'est cette firme-là.  
8 Puis ils ne nous soumettent pas leur programme,  
9 mais quand je vois toutes les personnes qui ont été  
10 rencontrées, puis que dans le fond, il est capable  
11 de dire que le vérificateur interne est  
12 indépendant, c'est là que... Mais ce n'est pas moi  
13 qui fais cette validation-là. On a le résultat,  
14 c'est tout.

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

16 Q. [78] Donc, vous êtes au sein de l'équipe de  
17 juricomptabilité, c'est bien ça?

18 R. Oui. C'est moi qui ai la responsabilité de l'équipe  
19 juricomptable.

20 Q. [79] Peut-être nous expliquer, bon, là vous nous  
21 avez dit que vous êtes entré au sein de l'équipe de  
22 juricomptabilité au moment de sa création en  
23 quatre-vingt-douze (92). Est-ce que vous savez ce  
24 qui existait avant, dans la mesure où là, ce que je  
25 conçois, c'est qu'une fois que les anomalies ou une



1 fois que des... de possibles manquements aux règles  
2 ont été identifiés, là, et on considère que ça  
3 nécessite une enquête plus approfondie, ça aboutit  
4 possiblement chez vous?

5 R. Écoutez...

6 Q. [80] Avant quatre-vingt-douze (92), qu'est-ce qui  
7 se produisait dans ce cas-là?

8 R. De tous les temps, les équipes en vérification  
9 interne ont toujours été ceux qui étaient porteurs  
10 des dossiers où ce qu'il y avait une connotation de  
11 fraude ou d'irrégularités. Dans le fond, toute  
12 entreprise ou organisation, quand il arrivait,  
13 généralement, un cas problématique, on se tournait  
14 vers le vérificateur interne. C'était vrai dans mon  
15 ancienne vie, quand je travaillais pour une  
16 institution financière, on n'avait pas une équipe  
17 dédiée à... à gérer les cas... à enquêter les cas  
18 de fraude, par contre on était interpellés quand  
19 c'était le cas. Et à la vérification interne, avant  
20 que j'arrive, j'ai... c'est certain qu'il y a eu  
21 des cas qui ont été réalisés par le... les  
22 vérificateurs internes comme tels. Et c'était pas  
23 des gens qui travaillaient à temps plein là-dedans  
24 mais ponctuellement, au fur et à mesure où ce que  
25 des dossiers irréguliers avaient été décelés puis

1 ça prenait quelqu'un pour les traiter.

2 En quatre-vingt-douze (92), la vérification  
3 interne a fait le choix de mettre en place une  
4 équipe permanente pour traiter ce genre de dossiers  
5 là. Étant donné la taille de l'entreprise, étant  
6 donné l'actualité, étant donné qu'il y avait,  
7 justement, regroupement de... par exemple, l'ACFE,  
8 il y avait un regroupement où ce que les gens  
9 s'intéressaient à la juricomptabilité puis que  
10 c'est devenu un enjeu pour les grandes  
11 organisations. La création de l'équipe s'est faite  
12 un peu à partir de là.

13 Q. **[81]** Parfait. Donc, pour une multiplicité de  
14 facteurs, à l'époque, on juge impor... opportun,  
15 pardon, de... de se créer une équipe dédiée. Là, si  
16 je comprends bien, les quatre éléments qu'on a  
17 juste en dessous, ce sont les quatre grands mandats  
18 ce la juricomptabilité?

19 R. C'est ça, c'est notre... nos disciplines à nous,  
20 là, dans le fond, on fait de la sensibilisation, de  
21 la prévention, de la détection puis de l'enquête.

22 Q. **[82]** Parfait. Et vous travaillez...

23 R. On travaille en collaboration avec des  
24 intervenants-clés de l'entreprise pour traiter les  
25 dossiers, identifier les risques pour

1 l'organisation et agir à temps opportun. Quand on  
2 parle de... les intervenants-clés, on parle la  
3 direction principale sécurité industrielle, centre  
4 de services partagés, conseillères éthiques, les  
5 conseillers en enquêtes technologie de  
6 l'information, les contrôleurs de division puis les  
7 affaires juridiques.

8 Q. [83] Donc, ça, ce sont les principaux autres  
9 intervenants avec lesquels vous travaillez.

10 R. C'est des intervenants-clés avec lesquels on  
11 travaille le plus couramment.

12 Q. [84] Est-ce que, brièvement, vous pouvez nous dire  
13 quelles sont... en fait, c'est-à-dire, quelles sont  
14 les prérogatives de chacun de ces...

15 R. Bien, je peux vous expliquer un petit peu les  
16 fonctions de chacun.

17 Q. [85] Oui, c'est ça, comment ça interagit, là?

18 R. Bon. Direction principale sécurité industrielle,  
19 c'est des partenaires naturels parce que c'est...  
20 ce sont des gens qui font des enquêtes, ce sont des  
21 gens qui ont la responsabilité de protéger les  
22 personnes et les actifs de l'entreprise. C'est des  
23 gens qui ont beaucoup d'expérience en enquêtes de  
24 toutes natures. Donc, on est complémentaires, on  
25 est des partenaires naturels.

1 Q. **[86]** Il n'y a pas de conflit de juridiction, je ne  
2 sais pas, je sens un chevauchement possible, là?

3 R. Il y a... la ligne est assez fine. Par contre, peu  
4 importe si un dossier rentre à la sécurité  
5 industrielle ou à la vérification interne pour  
6 l'équipe juricomptable, l'important c'est pas de  
7 savoir où ça devrait aller, c'est plutôt, il y a un  
8 dossier qui vient de rentrer, on va s'en occuper.  
9 Si on a besoin du partenaire, on va aller chercher  
10 ses services. L'important c'est de réaliser le  
11 dossier dans son ensemble. Puis d'utiliser  
12 l'expertise pertinente dans les circonstances.

13 Q. **[87]** En même temps j'imagine que la direction  
14 principale sécurité industrielle ne bénéficie pas,  
15 théoriquement, de la même indépendance que le  
16 vérificateur interne. Ça peut pas être  
17 problématique dans certains ça, ça?

18 R. Bien, écoutez, question d'indépendance...

19 Q. **[88]** Parce que vous dites : « C'est traité... si  
20 c'est traité, c'est traité, tout va bien », mais...

21 R. Question d'indépendance, c'est certain que, le  
22 vérificateur interne, il a un positionnement assez  
23 stratégique étant donné qu'il relève,  
24 fonctionnellement, du comité de vérification. La  
25 sécurité industrielle relève de la ligne

1 hiérarchique dans la boîte. Par contre, chacun  
2 travaille avec des standards, des normes  
3 professionnelles puis on doit réaliser les mandats  
4 selon les pratiques professionnelles.

5 Q. [89] Et qu'est-ce qui détermine... Bon, vous dites  
6 que la ligne est fine, qu'est-ce qui détermine qui  
7 va s'en charger, est-ce que c'est une détermination  
8 qui est faite par la direction ou est-ce que  
9 c'est... ça dépend comment le cas a été, disons,  
10 rapporté ou a été porté à votre connaissance?

11 R. Pour répondre à votre question c'est,  
12 essentiellement, la façon que le dossier va  
13 rentrer. La sécurité industrielle a sa propre ligne  
14 12-12 à l'interne puis il y a l'équivalent de cette  
15 ligne-là à l'externe qui reçoivent des appels de  
16 toutes natures. Essentiellement, le but c'était  
17 pour la protection de... du périmètre, la sécurité  
18 des installations d'Hydro-Québec, mais en même  
19 temps, ils reçoivent toutes sortes d'appels. Ils  
20 ont des conseillers enquête qui sont beaucoup sur  
21 le terrain en territoire. Ils reçoivent des  
22 requêtes des gestionnaires et sont... ils ont  
23 des... des partenaires aussi, ils sont en  
24 interaction avec des agents externes, ce qu'on  
25 appelle le bureau de liaison où est-ce que bon, ils

1 ont... ils sont avec... susceptibles de recevoir de  
2 l'information.

3 Et nous, de notre côté, il y a la ligne  
4 « Éthique », il y a également un ensemble  
5 d'intervenants qui peuvent nous adresser une  
6 problématique. Donc, tout dépendant à quel endroit  
7 le dossier va rentrer, si la sécurité industrielle  
8 se rend compte que c'est un dossier vraiment de  
9 nature juricomptable où est-ce que ça prend une  
10 expertise comptable, c'est certain qu'on va être  
11 mis à contribution. Par ailleurs, ils sont capables  
12 de faire des bons bouts de chemin dans des dossiers  
13 d'enquête, c'est certain, ils ont l'expertise pour  
14 faire ça. Donc, tout dépendant comment est-ce que  
15 le dossier va entrer, mais je peux vous donner  
16 l'assurance que les dossiers sont traités à leur  
17 juste valeur, que ça soit par le biais de la  
18 sécurité industrielle ou par la vérification  
19 interne, équipe juricomptable.

20 Q. [90] O.K. Mais ce que je comprends, c'est que bon,  
21 sans dire que ça fait double emploi, il est  
22 possible qu'il y ait un certain nombre de dossiers  
23 traités par la sécurité industrielle qui serait  
24 aussi des dossiers que vous pourriez traiter et  
25 inversement, là, en ce qui concerne donc la...

1 la... c'est pas... c'est pas une juridiction qui  
2 vous est exclusive, là?

3 R. C'est... la ligne est fine. Puis souvent, on fait  
4 référence qu'on peut porter plainte auprès de la  
5 sécurité industrielle ou de la juricomptabilité.  
6 Par la suite, quand on parle de centre de services  
7 partagés, c'est essentiellement la direction  
8 Approvisionnement qui est notre gardien du  
9 processus pour acheter des biens et des services.  
10 La conseillère éthique, dans le fond, elle est là  
11 pour donner toute interprétation au code de  
12 conduite des employés. Il y a les conseillers  
13 enquête technologie de l'information. Dans le fond,  
14 ce sont des gens spécialisés qui vont extraire dans  
15 les journaux de l'entreprise les données de base  
16 qui servent à alimenter nos mandats. Un exemple, la  
17 navigation Internet, c'est eux qui ont accès au  
18 registre pour aller relever toutes les transactions  
19 qui ont pu être faites. La navigation Internet qui  
20 a été faite, entre autres, par un employé, disons.  
21 C'est la même chose au niveau des courriels. C'est  
22 des registres que personne peut altérer et ce sont  
23 eux qui vont fournir l'information en amont à ce  
24 qu'on a besoin pour réaliser nos enquêtes.

25 Q. [91] Sur demande ou est-ce qu'ils font aussi de la

1           détection?

2           R. C'est sur demande.

3           Q. **[92]** O.K. Je vous laisse continuer.

4           R. Contrôleurs des divisions, bien évidemment, c'est  
5           tous les conseillers contrôles dans chacune des  
6           divisions. C'est des équipes qui vont faire des  
7           mandats de conformité. Ils vont aller faire des  
8           sondages pour s'assurer que, bon, les encadrements  
9           sont respectés. Ce sont eux également qui se  
10          déplacent dans les entreprises, les fournisseurs,  
11          entrepreneurs, aller faire des vérifications  
12          ponctuelles. Puis encore une fois, s'ils trouvent  
13          des anomalies, ils vont demander à l'équipe  
14          juricomptable d'intervenir. Finalement, il y a les  
15          affaires juridiques. Évidemment, bon, les affaires  
16          juridiques, à quelque part c'est toujours des  
17          intervenants qui sont consultés dans... cheminement  
18          des dossiers.

19          Q. **[93]** D'accord. Peut-être passer maintenant à un  
20          sujet qui est au coeur de votre mandat, si je vous  
21          suis, la question de l'éthique. Alors bon, Hydro-  
22          Québec semble avoir mis certains outils en place et  
23          puis posé certains gestes par rapport à cette  
24          notion, là, de... enfin de ce grand principe-là.  
25          Alors peut-être nous présenter un peu...



1 R. Bien moi, quand je suis arrivé en quatre-vingt-  
2 douze (92), évidemment, qu'est-ce qui existait,  
3 c'était les règles d'éthique d'Hydro-Québec. C'est  
4 un petit fascicule qui avait été approuvé par le  
5 conseil d'administration en mil neuf cent quatre-  
6 vingt-huit (1988) qui servait de guide pour donner  
7 un enlignement aux grandes valeurs de l'entreprise  
8 puis que ça soit véhiculé à chacun des employés. On  
9 parlait ici respect des lois et règlements, respect  
10 des encadrements, agir en bonne foi, éviter les  
11 conflits d'intérêts, maintenir les registres qui  
12 reflètent la réalité et ne pas discuter ouvertement  
13 avec le public des affaires qui concernent Hydro-  
14 Québec. Les valeurs fondamentales, essentiellement,  
15 n'ont pas évolué à travers le temps. C'est... c'est  
16 vraiment... le cadre est demeuré. Ce qu'on a fait -  
17 quand je dis « on » c'est l'entreprise, qu'est-ce  
18 qu'elle a fait - à partir de mil neuf cent quatre-  
19 vingt-seize (1996), elle a introduit un code de  
20 conduite des employés permettant de mettre de façon  
21 plus détaillée des exemples de bons comportements  
22 et de mauvais comportements par rapport aux valeurs  
23 qu'elle voulait véhiculer dans la boîte. Et c'est  
24 un document qui a évolué à travers le temps. La  
25 première version, c'est mil neuf cent quatre-vingt-

1       seize (1996), mais ça a été revu en deux mille un  
2       (2001), deux mille six (2006), deux mille douze  
3       (2012), compte tenu de l'évolution sociale et  
4       technologique. Les médias sociaux, c'est une  
5       nouvelle préoccupation pour les organisations,  
6       c'est pas quelque chose qui existait jadis. Il faut  
7       faire attention, on peut pas... même dans notre vie  
8       personnelle, en utilisant les médias sociaux, on  
9       peut pas indiquer des remarques négatives sur notre  
10      employeur ou des collègues de travail. Ça fait  
11      qu'il faut être prudent avec ces éléments-là. Le  
12      code de conduite vient rappeler les obligations des  
13      employés et vient mettre des balises sur qu'est-ce  
14      qui est accepté et qui est pas acceptable.

15      LA PRÉSIDENTE :

16      Q. **[94]** O.K. Mais s'il y a effectivement des éléments  
17      négatifs sur l'un ou l'autre des employés ou  
18      employeurs d'Hydro-Québec, à qui la personne peut-  
19      elle se plaindre?

20      R. C'est... s'il y a dérogation au niveau du code  
21      conduite, généralement, ça va être acheminé à  
22      l'équipe juricomptable, s'il y a dérogation. Si  
23      quelqu'un, par exemple, a constaté que dans les  
24      médias sociaux, il y a quelqu'un qui est allé très  
25      loin, qui est allé... et ça vient aux oreilles d'un

1 employé de l'entreprise, il y a plusieurs endroits  
2 où est-ce qu'il peut aller porter ça. Entre autres,  
3 il peut s'adresser à l'équipe juricomptable, il  
4 peut appeler sur la ligne Éthique, il peut en  
5 parler à son gestionnaire, il peut en parler aux  
6 ressources humaines, il pourrait en parler aux...  
7 aux affaires corporatives et secrétariat général.  
8 Ça... il y a beaucoup de portes d'entrée. Puis,  
9 c'est à la discrétion de celui qui en fait la  
10 découverte.

11 Mais dans le déploiement du code de  
12 conduite, on dit à l'intérieur que toute anomalie  
13 qui pourrait être détectée, bien, on peut porter  
14 plainte auprès de la sécurité industrielle ou de la  
15 vérification interne, le groupe juricomptable. Ça  
16 fait que les moyens viennent avec le code de  
17 conduite.

18 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

19 Q. [95] Le code de conduite, on va peut-être le... le  
20 voir un petit peu, je pense que j'ai cru voir qu'il  
21 y avait une diapositive, puis on l'examinera peut-  
22 être... je vous demanderai que vous nous le  
23 présentiez un peu, là.

24 R. O.K.

25 Q. [96] Qui est-ce qui s'occupe généralement, bon, je

1 comprends que l'élaboration du code de conduite,  
2 est-ce que c'est le vérificateur interne qui... qui  
3 y a procédé? Ou... qui s'est chargé de ça? Est-ce  
4 que vous le savez?

5 R. Le code de conduite, c'est quelque chose qui a été  
6 élaboré par les gens experts du domaine éthique.  
7 C'est dans la... le groupe... c'est dans la vice-  
8 présidence, affaires corporatives et secrétariat  
9 général. Ils peuvent consulter par équipe de  
10 travail comment est-ce qu'on peut reformuler  
11 certains... certaines dimensions, quand on fait  
12 évoluer le document. Par contre, ça leur  
13 appartient. Nous, on n'est pas opérationnel. On  
14 pourrait à la limite faire de suggestion de  
15 modifications, mais les gens sont... consultent  
16 beaucoup, puis ils font évoluer le document au fil  
17 de temps, là, pour s'assurer qu'il y a une bonne  
18 couverture des... des valeurs de l'organisation.

19 Q. [97] Donc, ça, c'est ça... donc, ça, ça vient de la  
20 vice-présidence corporative?

21 R. Ça vient des affaires...

22 Q. [98] Affaires corporatives, pardon.

23 R. ... corporative et secrétariat général, oui.

24 Q. [99] Est-ce que vous savez au quotidien ou  
25 concrètement comment ça se... comment est-ce que

1 c'est diffusé, que... Est-ce que les employés  
2 arrivent et... entrent dans l'entreprise, ils  
3 lisent ça une fois et puis c'est terminé, on n'en  
4 entend plus parler? Ou...

5 R. Il y a une obligation pour l'ensemble des...  
6 environ deux mille (2000) gestionnaires de  
7 rencontrer les membres de leur équipe au moins une  
8 fois par année pour discuter du code de conduite, de  
9 son contenu, et des éléments qui sont les plus  
10 importants dans le genre d'activité qu'ils  
11 réalisent. Ça fait que, ça, on... il y a un rappel  
12 constant qui est fait auprès des gestionnaires de  
13 s'assurer que cette dimension-là est couverte, un  
14 rappel auprès des employés. Dès qu'il y a des  
15 événements qui se produisent dans une année donnée,  
16 quand on arrive près du temps des Fêtes, il y a un  
17 rappel qui est fait à l'ensemble du personnel par  
18 courriel à l'effet que, bon, il faut se rappeler  
19 que, si on accepte un cadeau, il faut que ce soit  
20 de valeur modeste, et caetera. Donc, il y a des  
21 rappels ponctuels dans... dans l'année, trois,  
22 quatre rappels, rappelant les valeurs fondamentales  
23 d'Hydro-Québec, puis on met en lien le code de  
24 conduite.

25 Encore une fois, c'est fait par les

1 affaires corporatives et secrétariat général, pour  
2 rappeler que l'éthique, c'est quelque chose qui est  
3 vivant à l'organisation puis qui est... qui est  
4 très important.

5 Q. [100] Donc, les rappels de principes et la  
6 diffusion des principes jusqu'au niveau du code de  
7 conduite, tout ça, ça relève de la direction des  
8 affaires corporatives?

9 R. Tout à fait. Puis, à l'arrivée de tout nouvel  
10 employé, le code de conduite est transmis, on  
11 demande de le lire, de le comprendre, poser des  
12 questions, et il y a un formulaire qui est signé,  
13 un formulaire d'engagement qui est signé par  
14 l'employé à l'effet qu'il a pris connaissance du  
15 code de conduite et il s'engage à le respecter. Et  
16 ça, c'est colligé au dossier ressources humaines.  
17 Et ça, c'est pas renouvelé chaque année, c'est fait  
18 au moment de l'embauche.

19 Q. [101] Donc il n'y a pas nécessairement de  
20 rafraîchissement imposé annuellement sur la lecture  
21 ou la prise de connaissance d'un point de vue  
22 personnel pour chaque employé?

23 R. C'est le rôle de l'ensemble des gestionnaires de  
24 faire un rappel annuel sur le code de conduite. Par  
25 ailleurs, un petit peu plus loin dans ma

1           présentation, je vais vous parler des séances de  
2           sensibilisation qu'on fait et que, effectivement,  
3           auprès de plus de trois mille (3000) employés, on a  
4           présenté à nouveau le code de conduite dans ces  
5           séances-là.

6           Q. **[102]** Est-ce qu'il y a des mesures qui sont mises  
7           en place pour s'assurer que la réunion annuelle de  
8           chacun des gestionnaires ce n'est pas quelque chose  
9           de l'ordre : « Bon, bien, vous le connaissez, vous  
10          l'avez lu, la séance est levée, bonne journée »?  
11          Jusqu'à quel point, on...

12          R. Écoutez, on n'a pas, à ma connaissance, on n'a pas  
13          colligé un registre pour s'assurer que tous les  
14          gestionnaires font une rencontre annuellement, mais  
15          c'est de leur responsabilité puis il y a de  
16          nombreux rappels, puis ça part d'en haut puis ça  
17          descend jusqu'en bas dans la ligne hiérarchique.  
18          Moi j'ai une assurance raisonnable que les  
19          gestionnaires exercent le rôle qui est demandé.  
20          Mais est-ce qu'on fait une vérification  
21          systématique? La réponse est non.

22          Q. **[103]** La ligne Éthique, je vois que c'est mentionné  
23          ici. Bon, c'est une autre mesure qui a été ajoutée,  
24          ou un autre dispositif qui a été ajouté?

25          R. En décembre deux mille quatre (2004), le conseil

1 d'administration a approuvé la mise en place d'une  
2 ligne de dénonciation pour le bénéfice des  
3 employés. Ça permettait à un employé d'appeler sur  
4 cette ligne-là, dénoncer de façon complètement  
5 anonyme ou non tout manquement au contrôle interne  
6 ou des éléments de fraude, avec la possibilité de  
7 s'identifier. Et s'il y avait une vulnérabilité en  
8 termes d'intégrité, soit de perdre son emploi ou  
9 de... intégrité physique, il y avait la possibilité  
10 d'une mesure de protection contre les représailles.

11           Donc, c'est un fournisseur externe,  
12 indépendant, qui fait la prise d'appel, qui  
13 complète un questionnaire que la vérification  
14 interne a élaboré. Le questionnaire est complété  
15 lors de la prise d'appel, il est rapidement  
16 transmis à la vérification interne. Et à partir de  
17 là, nous on ouvre un dossier juricomptable. Si on a  
18 la chance de reparler au plaignant, on va  
19 recontacter le plaignant, on va obtenir des  
20 informations additionnelles, la preuve  
21 additionnelle, et on va se faire un plan de travail  
22 puis on va traiter le dossier à sa juste valeur.

23           Lors de la prise d'appel, il y a un numéro  
24 de référence qui est donné au plaignant, lui  
25 permettant d'ajouter, s'il veut le faire par la



1 suite, surtout s'il est anonyme, il pourra  
2 rappeler, donner le numéro de référence et donner  
3 un complément d'information.

4 Donc, c'est un outil précieux pour Hydro-  
5 Québec, puis principalement pour la vérification  
6 interne, c'est quelque chose que lors de  
7 l'implantation de l'équipe en mil neuf cent quatre-  
8 vingt-douze (1992), ça faisait partie des bonnes  
9 pratiques qu'on voulait mettre en oeuvre. On a eu  
10 l'opportunité en deux mille quatre (2004) d'avoir  
11 le soutien du conseil d'administration pour mettre  
12 en place cette mesure-là, qui répondait à de la  
13 saine gouvernance dans le sens où d'une part  
14 quelqu'un peut dénoncer quelque chose et d'autre  
15 part, il peut être protégé.

16 Q. **[104]** Donc, si je comprends bien, il y a eu douze  
17 (12) ans avant que la demande soit entendue?

18 R. Bien, écoutez, la vérification interne, on en  
19 parlait, c'est pas moi personnellement, là, c'est  
20 quelque chose... Mais à l'époque, c'était pas...  
21 c'était pas courant d'avoir des lignes de  
22 signalement. Ça s'est vraiment manifestement  
23 développé au début des années deux mille (2000)  
24 avec les scandales financiers américains, où est-ce  
25 que c'est devenu même une pratique presque

1           obligatoire.

2       Q. **[105]** Ce n'était pas dans l'air du temps à  
3           l'époque?

4       R. Dans les années quatre-vingt-douze (92), disons que  
5           c'était pas... c'est pas quelque chose, là, qui  
6           était courante, puis nous on l'avait dans les  
7           meilleures pratiques pour le domaine juricomptable,  
8           pour permettre justement d'avoir quelqu'un, une  
9           ligne indépendante où est-ce qu'il y a une prise  
10          d'appel puis quelqu'un peut se sentir en confiance,  
11          appeler, puis... Bon, on l'a obtenue en deux mille  
12          quatre (2004), on était très heureux.

13       Q. **[106]** Est-ce que... là je constate, j'ai cru  
14          comprendre qu'il y a la ligne 1212 « Ouvrez  
15          l'oeil », ou quelque chose comme ça, là, 1212. Moi  
16          « Ouvrez l'oeil », c'est une note que j'avais, là,  
17          mais... Qui relève de la sécurité industrielle,  
18          donc qui existe en parallèle de celle... de la  
19          ligne Éthique. Est-ce que ça, c'est pas un facteur  
20          qui a retardé la mise en place de l'autre ligne,  
21          s'il y en a déjà une qui existait?

22       R. Je peux pas savoir à quel moment que la sécurité  
23          industrielle a mis en ondes sa ligne, c'est pas ça  
24          qui a nui. C'est carrément qu'il fallait que la  
25          vérification interne présente un dossier étoffé

1       pour que le conseil d'administration adhère puis  
2       qu'on mette en place un mécanisme qui était  
3       important de mettre en place. Et avant... avant que  
4       ce soit réalisé par nous, je pense que la base  
5       argumentaire était peut-être pas solidement  
6       attachée. C'est les scandales financiers américains  
7       qui ont peut-être donné le coup de pouce qui  
8       manquait, là, mais ça a pas nui.

9               La sécurité industrielle, c'est... c'était  
10       vraiment l'orientation de cette ligne-là, peu  
11       importe à quel moment elle a été mise en ondes.  
12       C'est vraiment, à la base, c'était pour la  
13       sécurisation des installations, mais évidemment au  
14       passage, ils ramassent toutes sortes de  
15       problématiques, puis ils vont... ils vont gérer ces  
16       plaintes-là, c'est certain.

17              Également, il y a la protectrice de la  
18       personne qui peut recevoir des appels de la part  
19       des employés. Ça fait qu'il y a différents canaux  
20       de communication à l'intérieur de l'entreprise.

21       Q. [107] Est-ce que la protectrice de la personne  
22       aussi vous renvoie des dossiers pour enquête si...

23       R. La protectrice de la personne, ce qu'elle va faire,  
24       c'est qu'elle va recommander à un plaignant, par  
25       exemple, qui aurait été la rencontrer et qui

1 exprime un problème, elle va lui recommander ou  
2 suggérer de venir porter plainte ou venir  
3 rencontrer les gens de la juricomptabilité.

4 Q. **[108]** Si c'est plus de votre domaine.

5 R. Qui... qui va être plus de notre domaine, elle ne  
6 toucherait pas à ça, mais elle va demander la  
7 permission ou elle va demander la permission au  
8 plaignant : « Est-ce que vous voulez que je  
9 transmette, par exemple, votre courriel ou votre  
10 documentation à la juricomptabilité? » Si tel est  
11 le cas, elle va transférer, puis elle va donner les  
12 explications nécessaires et, dans les faits, ça  
13 s'est déjà réalisé.

14 Q. **[109]** Est-ce que la ligne 1212 a les mêmes  
15 caractéristiques que la ligne Éthique en termes  
16 de... surtout si c'est une ligne externe qui est  
17 gérée avec un accès à l'anonymat et tout ça ou  
18 c'est une ligne de dénonciation plus standard, là?

19 R. La ligne 1212, c'est une ligne interne qui est  
20 gérée à l'interne. La prise d'appels se fait à  
21 l'interne. Les caractéristiques de la ligne 1866  
22 Éthique, c'est un fournisseur externe indépendant,  
23 c'est du vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre  
24 (24), sept jours semaine, trois cent soixante-cinq  
25 (365) jours par année. Euh... C'est vraiment à

1 l'extérieur de l'entreprise, donc il y a cette  
2 différence-là, si on veut, là.

3 Q. **[110]** Est-ce que la ligne Éthique est une ligne qui  
4 disons produit des résultats - c'est peut-être pas  
5 la bonne expression - mais est-ce que  
6 statistiquement ça... elle sert? Est-ce qu'elle  
7 génère? Est-ce qu'elle entraîne des dossiers  
8 d'enquête de façon significative, dans votre  
9 expérience?

10 R. La ligne Éthique génère à peu près vingt pour cent  
11 (20 %) des plaintes que la juricomptabilité traite,  
12 bon an mal an, depuis neuf ans.

13 Q. **[111]** O.K.

14 R. Il y a des problématiques qui ont été adressées et  
15 en ont découlé des enquêtes et des résultats, c'est  
16 certain.

17 Q. **[112]** Et objectivement, parce que là, vous avez  
18 donné un pourcentage sur l'ensemble, mais ça veut  
19 dire combien de... combien disons de plaintes sont  
20 formulées? Combien de dossiers sont ouverts suite à  
21 ces plaintes-là? Puis combien de ces dossiers  
22 ouverts-là mènent à une enquête, là? Vous diriez...

23 R. Toutes les plaintes sont traitées, chaque appel qui  
24 fait l'objet d'une plainte, nous, on ouvre... on  
25 reçoit la plainte, on ouvre un dossier, puis on va

1           traiter la plainte à sa juste valeur.

2                       Dans les neuf dernières années, on a une  
3           moyenne de neuf appels par année. Dans ces neuf  
4           appels-là, on a une moyenne de vingt-cinq pour cent  
5           (25 %) où est-ce qu'on est capable de confirmer les  
6           allégations ou les éléments irréguliers qui avaient  
7           été portés à notre attention, vingt-cinq pour cent  
8           (25 %), donc un appel sur quatre s'avère avec  
9           fondement.

10                      Par opposition, on reçoit en moyenne,  
11           depuis neuf ans, quarante-deux (42) autres dossiers  
12           de plaintes qui entrent par les autres canaux de  
13           communication de l'entreprise, que ce soit par le  
14           biais des gestionnaires, bureau des contrôleurs, la  
15           sécurité industrielle, des plaintes anonymes, en  
16           provenance de tout endroit de l'entreprise, on  
17           reçoit quarante-deux (42) dossiers en moyenne  
18           depuis neuf ans. Et dans ça, on a deux tiers des  
19           allégations qui ont été portées à notre  
20           connaissance qui s'avèrent avec fondement.

21           Q. **[113]** Parfait. Donc...

22           R. Et dans cet... dans le deux tiers en question et  
23           dans les autres dossiers qui sont... qui arrivent à  
24           la juricomptabilité, je tiens à préciser que la  
25           moitié des dossiers concerne l'utilisation impropre

1 des outils informatiques de l'entreprise, que ce  
2 soit Internet ou le courriel corporatif.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. **[114]** L'autre tiers?

5 R. C'est de toute nature. C'est... c'est des éléments  
6 de surfacturation, c'est des conflits d'intérêts,  
7 c'est divulgation de l'information, fuites  
8 d'informations... des gens qui abusent de  
9 l'utilisation des autres biens de l'entreprise. La  
10 nature des plaintes, c'est très large, très, très,  
11 très large.

12 (10:34:21)

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. **[115]** Est-ce que vous avez des statistiques sur  
15 cette question... sur ces questions-là, sur les...  
16 le... on va dire, le nombre de plaintes qui  
17 entrent, est-ce que vous maintenez un suivi des  
18 statistiques de combien de plaintes entrent, sur  
19 quel sujet elles portent...

20 R. Tout à fait.

21 Q. **[116]** ... quelles sont les actions prises et  
22 quelles ont été les sanctions ou les résultats des  
23 enquêtes, s'il y en a?

24 R. On a un tableau de bord, chaque dossier qui est  
25 ouvert, la provenance, la nature, à quel... à quel

1 moment ça a été fermé ou c'est actuellement en  
2 cours et, effectivement, est-ce que ça a fait  
3 l'objet d'une émission d'un rapport en bonne et due  
4 forme? Est-ce que ça a été un rapport sommaire?  
5 Est-ce que ça a été une note au dossier pour dire :  
6 « On ferme le dossier pour insuffisance de  
7 preuve »? Ou bien, carrément, c'est dans fondement.  
8 Ça arrive qu'une problématique nous arrive, on est  
9 capable de démontrer le contraire. Non pas que...  
10 on est capable de démontrer que c'est l'inverse,  
11 donc, pour nous, c'est carrément sans fondement. Ça  
12 fait qu'on met une note au dossier à cet effet-là  
13 puis on a un dossier en bonne et due forme, qui est  
14 documenté, et... c'est comme ça. Puis ça devient  
15 qui est fermé « sans fondement » ou pour  
16 insuffisance de preuve.

17 Ça fait que dans nos statistiques, on a  
18 comme trois catégories : les dossiers fermés avec  
19 fondement; fermés pour insuffisance de preuve; et  
20 finalement, on a des dossiers qui sont en cours de  
21 réalisation.

22 Q. [117] Donc, est-ce que vous seriez capable de nous  
23 fournir un détail du nombre de dossiers traités,  
24 sur une base annuelle, par exemple, puis, disons,  
25 du cheminement suivi par ces dossiers-là avec un



1 aboutissement éventuel, là? Sans donner de détails  
2 nominatifs ou quoi que ce soit, juste combien de  
3 plaintes sont reçues, combien de dossiers sont...  
4 on va dire, sont éventuellement enquêtés de façon  
5 plus approfondie à la juricomptabilité et combien  
6 mènent à des sanctions ou un résultat de dossiers  
7 fermés, peu importe la nature, là, rapport sommaire  
8 ou rapport complet, là.

9 R. Bien, écoutez, d'entrée de jeu, je voudrais juste  
10 vous dire que chaque dossier qui a rentré a fait  
11 l'objet d'une ouverture de dossier et a été traité  
12 à sa juste valeur. C'est certain qu'il y a des  
13 petites problématiques, il y a des grosses  
14 problématiques. Ça fait que chaque dossier étant  
15 différent, on documente qu'est-ce qui est  
16 nécessaire d'être documenté, soit pour confirmer ou  
17 infirmer les allégations.

18 Donc comme j'ai dit plus tôt, il y a des  
19 rapports formels qui sont envoyés, il y a des  
20 rapports sommaires. Dans les cas d'analyses, par  
21 exemple, d'utilisation d'Internet, on fait un  
22 sommaire de l'utilisation par l'utilisateur, par le...  
23 l'employé. Par exemple, il a passé en moyenne, une  
24 heure et quart par jour travaillé sur Internet. On  
25 document en fonction de ça. La nature des sites qui

1 ont été visités, notre conclusion. Ça fait que ça  
2 fait l'objet d'un rapport plus sommaire.

3 Et dans les cas où ce qu'il y a pas  
4 confirmation des allégations et qu'il y a  
5 insuffisance de preuve, on n'a pas de reddition de  
6 comptes à faire à personne, autre que le comité de  
7 vérification, évidemment, mais on ne fait pas de  
8 reddition de comptes jamais auprès d'un plaignant,  
9 autre que si c'est un gestionnaire qui nous a  
10 demandé de réaliser un mandat, mais on n'a pas à  
11 dresser une problématique qui ne s'est pas avérée.  
12 Par exemple, un employé a été soupçonné ou il a été  
13 dénoncé pour telle pratique, on fait notre petite  
14 enquête, on arrive à des résultats qui... qui  
15 sont... qui sont pas en alignement avec les  
16 allégations, on commencera pas à aller faire des  
17 entrevues auprès de son gestionnaire pour dire :  
18 « Écoute, ton gars, il est suspecté de, puis on  
19 pense que. »

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. [118] Si vous permettez. La demande du procureur  
22 c'était pas de décrire le travail, c'était vous  
23 demander que vous nous fournissiez des statistiques  
24 concernant les plaintes que vous avez traitées, qui  
25 se sont révélées fondées, qui sont... portent sur

1 des sujets reliés au mandat de la Commission. Est-  
2 ce que c'est possible de fournir ces  
3 statistiques...

4 R. Je peux fournir des statistiques à cet effet-là.

5 Q. **[119]** C'est ça.

6 R. Sur quelle période que...

7 Q. **[120]** La ligne Éthique existe depuis deux mille  
8 quatre (2004), vous les traitez donc, depuis deux  
9 mille quatre (2004), venant de la ligne Éthique.  
10 Puis je répète, là, reliés au mandat de la  
11 Commission, là, parce que je veux pas connaître  
12 (inaudible)...

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. **[121]** L'utilisation inappropriée d'Internet.

15 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

16 Q. **[122]** ... très large, ces choses-là.

17 R. Ça va être très, très mince comme dossier.

18 Q. **[123]** Bien, écoutez, on va les prendre certainement  
19 puis est-ce que c'est possible de prendre  
20 l'engagement de nous... vous avez dit tout à  
21 l'heure que la vérification interne a préparé un  
22 formulaire pour le fournisseur indépendant?

23 R. Oui.

24 Q. **[124]** Est-ce qu'on pourrait avoir une copie de ce  
25 formulaire-là également?

1 R. Oui.

2 Q. **[125]** Donc dans les faits, l'engagement se lirait  
3 comme ci, c'est formulaire de la ligne Éhique puis  
4 l'autre engagement, ça serait statistiques sur les  
5 plaintes fondées reliées au mandat de la  
6 Commission. Je pense que ça, est-ce que ça vous...  
7 ça vous va?

8 R. Ça me va.

9 LA GREFFIÈRE :

10 Monsieur le commissaire, permettez-moi, les  
11 plaintes fondées ou les plaintes formulées?

12 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

13 Les plaintes fondées reliées au mandat de la  
14 Commission.

15

16 189E-93 Le témoin devra fournir des statistiques  
17 des plaintes fondées reliées au mandat de  
18 la Commission

19

20 189E-94 Le témoin devra fournir des formulaires de  
21 la ligne Éthique

22

23 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

24 Q. **[126]** Merci. Bon. Donc ce que je comprends, c'est  
25 que sous réserve des chiffres, là, qui seront

1 transmis éventuellement, il y a, somme toute, peu  
2 de dossiers qui sont traités à partir de la ligne  
3 Éthique, là. Je pense que sur vingt mille (20 000)  
4 employés, là, si je constate qu'il y en a deux,  
5 je... je comprends que vous avez dit qu'il y a  
6 d'autres... comment dire, il y a d'autres points de  
7 chute pour les différentes plaintes, il y en a qui  
8 sont traitées en amont, il y en a... bon. Mais par  
9 le biais de cet outil-là qui se ramassent chez  
10 vous, il y en a très peu.

11 Est-ce que pour vous, ça... ça... est-ce  
12 que vous avez des... des... dans le contexte de  
13 votre expérience et de votre... de vos  
14 responsabilités, là, des explications sur le,  
15 disons, le... le peu de succès apparent de... qui  
16 peut... que la ligne éthique peut avoir, là? En  
17 tout cas, je pense que si on reçoit quatre appels  
18 par année puis qu'il y en a deux qui mènent à  
19 des... ou un sur deux, sur quatre qui mène à des...  
20 à une enquête, peu importe les motifs, ça... ça  
21 semble, en apparence, pas être très intéressant,  
22 là?

23 R. Écoutez, comme je l'ai dit un petit peu plus tôt,  
24 la ligne éthique c'est un canal de communication  
25 qui permet à un employé, mais il y a beaucoup

1 d'autres canaux qui existent, que les gens peuvent  
2 emprunter. C'est à la discrétion de l'employé,  
3 comment est-ce qu'il se sent confortable ou pas à  
4 apporter un problème. Il pourrait, à la limite, en  
5 parler directement à son gestionnaire, aux  
6 ressources humaines. Il peut apporter ça à la  
7 sécurité industrielle, il peut communiquer avec le  
8 Vérificateur interne.

9 Dans les présentations, ce que je vais  
10 parler plus tard, je laisse mes coordonnées. Les  
11 gens, plus de trois mille (3000) personnes ont  
12 entendu le fait qu'ils peuvent me contacter en tout  
13 temps s'il y avait un signalement à faire.

14 Donc moi, la ligne Éthique, globalement,  
15 les statistiques qui sont en provenance de la ligne  
16 Éthique c'est une chose, mais il faut pas les  
17 isoler par rapport à tous les autres dossiers qu'on  
18 traite en juricomptabilité. C'est un pool, un  
19 ensemble de plaintes, toutes sources confondues qui  
20 fait que les... les vrais problèmes sont acheminés  
21 à la vérification interne. C'est pas tellement la  
22 source. Pour moi, la ligne Éthique, c'est important  
23 de la conserver, mais c'est pas quelque chose qui,  
24 parce que ça rentre par la ligne Éthique c'est plus  
25 important que parce que ça va rentrer autrement. Il

1 y a pas de... de recette gagnante par rapport à ça.

2 Plus on a de communications possibles, de  
3 canaux de communication possibles, tant mieux pour  
4 tout le monde. Et moi, la ligne Éthique, neuf  
5 appels par année, c'est pas beaucoup, mais par  
6 ailleurs, il faut pas oublier les quarante-deux  
7 (42) dossiers qui rentrent autrement. Ça fait que  
8 là, on commence à parler de cinquante et un (51)  
9 dossiers.

10 En lien avec la Commission, j'ai à peu près  
11 rien. J'ai à peu près rien qui est de la collusion  
12 puis des éléments comme ça. Je vous sortirai, avec  
13 l'engagement que j'ai pris plus tôt, il y a pas de  
14 problème.

15 Mais moi, au global, c'est une équipe de  
16 quatre personnes juricomptables qui traitent une  
17 cinquantaine de dossiers par année, qui est utile  
18 pour l'organisation, qui fait apporter des  
19 correctifs, parfois des processus à des systèmes et  
20 qui entraînent des mesures disciplinaires à des  
21 employés pour lesquels on a reconnu qu'il y avait  
22 eu dérogation au code de conduite.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [127] Mais êtes-vous en train de dire qu'il y a  
25 jamais eu de corruption ou de collusion à la... à

1 Hydro-Québec?

2 R. Dans les neuf dernières années, ce type de  
3 dossiers-là n'a pas entré par la ligne Éthique ou  
4 par d'autres canaux de communication.

5 Q. **[128]** C'est pas ce que je vous demande.

6 R. Pardon? Excusez-moi.

7 Q. **[129]** Ce que je vous demande, c'est, êtes-vous en  
8 train de dire qu'il n'y a jamais eu de cas de  
9 corruption ou de collusion à Hydro-Québec?

10 R. Je peux pas affirmer ça. Ce que je peux affirmer,  
11 c'est que dans les plaintes qu'on a reçues, on n'a  
12 pas traité ce genre de dossiers-là. Je peux pas  
13 dire qu'il y en a pas, mais à Hydro-Québec, à la  
14 vérification interne, en juricomptabilité, des cas  
15 de... allégués de collusion ou de corruption,  
16 depuis deux mille cinq (2005) à aujourd'hui, il y a  
17 pas de type de dossiers-là. C'est ce que je suis  
18 capable d'affirmer à la vérification interne.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. **[130]** Donc, il pourrait en être rentré à la  
21 sécurité industrielle.

22 R. Ça peut être une possibilité.

23 Q. **[131]** Et au... c'est possible que vous ayez pas  
24 été... que vous soyez pas au courant?

25 R. C'est... manifestement, moi, j'ai pas... de deux



1 mille cinq (2005) à aujourd'hui, à la vérification  
2 interne, on n'a pas traité ce genre de  
3 problématique-là.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. **[132]** Puis de dossiers de fraude?

6 R. Les dossiers de fraude, on en a traité. Des  
7 dossiers de surfacturation, on en a... on en a  
8 traité sauf qu'il y a pas implication d'un employé  
9 de la... de la part d'Hydro-Québec. À ce moment-là,  
10 c'est carrément de la surfacturation qu'on a  
11 constatée. Ça, j'en... on en a eu, de deux mille  
12 cinq (2005) à aujourd'hui, des dossiers de  
13 surfacturation, il y en a.

14 Q. **[133]** Dans les dossiers de... d'excavation ou les  
15 dossiers de pots-de-vin, ou...

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

17 Q. **[134]** Si on va par exemple, Monsieur Forget...

18 Madame Blanchette, si on sort un peu de la  
19 présentation puis on va...

20 LA GREFFIÈRE :

21 Oui.

22 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

23 ... à l'onglet 16a... euh, 16b, pardon. 16b,  
24 pardon.

25

1 LA GREFFIÈRE :

2 Est-ce que vous le produisez?

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

4 Oui.

5 LA GREFFIÈRE :

6 Alors, 189P-2004.

7

8 189P-2004 : Cas vécus (extraits de la présentation

9 « Sensibilisation à l'éthique et à la

10 fraude » - 2012)

11

12 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

13 Q. **[135]** Je pense que vous reconnaissez ce document,

14 n'est pas?

15 R. Tout à fait.

16 Q. **[136]** Peut-être brièvement dire de quoi il s'agit.

17 R. Oui, ici, effectivement, c'est un cas de

18 corruption.

19 Q. **[137]** Non, mais pas... pas le cas, mais le document

20 en question.

21 R. Le document en question, c'est... ça fait partie de

22 la documentation. Moi, je donne des séances de

23 sensibilisation d'éthique et de la fraude auprès

24 des inter... des employés d'Hydro-Québec. Et dans

25 le cadre de mes présentations, j'ai des cas vécus

1 que je cite en exemples pour montrer qu'est-ce  
2 qu'on a déjà vécu dans l'entreprise, pour les  
3 mettre en garde, pour leur donner des indices, des  
4 signaux d'alerte.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. **[138]** Non, mais je voudrais que vous m'expliquiez  
7 comment vous faites pour nous dire que vous avez  
8 rien noté puis que... qu'il y a ça, là.

9 R. C'est juste la période, Madame la Présidente, qui  
10 fait la différence.

11 Q. **[139]** Alors, ça, c'est quelle période?

12 R. Ça, c'est dans les années quatre-vingt-dix (90)  
13 que...

14 Q. **[140]** Alors...

15 R. ... mon dossier excavation. C'est dans les années  
16 quatre-vingt-dix (90). C'est une fraude qui a été  
17 perpétrée...

18 Q. **[141]** Mais plus encore, les années quatre-vingt-dix  
19 (90) voulant dire quatre-vingt-quinze (95), quatre-  
20 vingt-seize (96)?

21 R. La fraude a été perpétrée de quatre-vingt-quatre  
22 (84) à quatre-vingt-quatorze (94), et c'est un  
23 dossier qui a été en traitement jusqu'à l'année  
24 deux mille un (2001).

25 Q. **[142]** Bon. O.K.

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. **[143]** Donc, la fraude s'est perpétrée jusqu'à... a  
3 perduré jusqu'en deux mille un (2001)? Ou est-ce  
4 qu'elle avait été...

5 R. De quatre-vingt-quatre (84) à quatre-vingt-quatorze  
6 (94), pendant dix (10) ans.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. **[144]** Mais pourquoi vous dites que... le dossier a  
9 été traité en deux mille un (2001).

10 R. A été traité jusqu'en deux mille un (2001). Les  
11 procédures, c'est... c'est long longtemps.

12 Q. **[145]** O.K. Donc, vous parlez des procédures. O.K.

13 R. Oui. Mais elle a été mise à jour... cette fraude-là  
14 a été mise à jour, là, je vous dirais, le coeur du  
15 dossier, c'est des... c'est en quatre-vingt-quinze  
16 (95) que le... le coeur du dossier a été mis à  
17 jour.

18 Q. **[146]** O.K.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. **[147]** Ça a été mis à jour comment?

21 R. C'est un dossier qui est provenance de la Sûreté du  
22 Québec, les crimes économiques. Il y a eu une  
23 plainte qui a été logée à la Sûreté du Québec, et  
24 ils ont passé par notre sécurité industrielle pour  
25 se rendre à l'équipe juricomptable d'Hydro-Québec.

1 On a fait des travaux en amont et par la suite, il  
2 y a eu une opération policière d'envergure en avril  
3 quatre-vingt-quinze (95). Puis, c'était un dossier  
4 fleuve et on a été quatre sources à travailler  
5 entre six et huit mois à temps plein dans les  
6 locaux de la Sûreté du Québec en quatre-vingt-  
7 quinze (95).

8 Q. **[148]** Parfait.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[149]** Et quelle était le... la fraude, « in a  
11 nutshell » comme on dit?

12 R. La fraude, ça... c'est... ça concerne trois  
13 employés d'Hydro-Québec qui étaient de mèche avec  
14 un entrepreneur de la Rive-Sud de Montréal. C'est  
15 dans le domaine de canalisation souterraine.  
16 Aujourd'hui, c'est la division Hydro-Québec  
17 TransÉnergie. Dans le fond, c'est tous les... les  
18 puits d'accès, le réseau souterrain de transport  
19 sur l'île de Montréal.

20 Dans le fond, c'était le contrat  
21 d'entretien, de maintenance, de réfection des puits  
22 d'accès, et c'est un contrat d'environ... de deux à  
23 trois millions (3 M) par année. Et avec les  
24 complicité des employés, l'entrepreneur a pu  
25 surfacturer huit millions de dollars (8 M\$) sur des

1 travaux qui avaient coûté globalement vingt-cinq  
2 millions (25 M). Il y a différents *modus operandi*  
3 dans ce dossier-là. Évidemment, c'est un appel  
4 d'offres public. Chacun pouvait déposer une  
5 soumission. Et le même entrepreneur a eu onze (11)  
6 années consécutivement, il a fini plus bas  
7 soumissionnaire, en apparence conforme. On peut  
8 peut-être changer la page, s'il vous plaît.

9           Donc, ça commençait par le trucage dans les  
10 appels d'offres. Pour l'aider à finir plus bas  
11 soumissionnaire, il y avait l'insertion d'articles  
12 peu ou pas utilisés, mais on indiquait de grosses  
13 quantités. Comme il savait qu'il avait à ne pas  
14 livrer ces articles-là, il inscrivait un petit prix  
15 qui l'aidait à finir plus bas soumissionnaire en  
16 apparence conforme.

17           En contrepartie, il y avait l'insertion  
18 d'articles très payants pour l'entrepreneur, dans  
19 lequel on mettait de petites quantités. À ce  
20 moment-là, lui ça lui permettait de mettre un gros  
21 prix, de beaucoup supérieur à la compétition, et  
22 quand il avait le contrat, il était en mesure de  
23 facturer des quantités pas mal plus importantes que  
24 qu'est-ce qui avait été annoncé, et ça devenait  
25 très payant.

1                    Dans ce dossier-là également, les deux  
2                    inspecteurs, qui sont les bras, les yeux, les  
3                    oreilles d'Hydro-Québec, étaient de mèche avec le  
4                    technicien civil, complétait les feuilles de temps  
5                    hebdomadaires au crayon de plomb, de sorte que les  
6                    quantités étaient changées, on ajoutait, on  
7                    modifiait. Et parfois, la même feuille de temps  
8                    avait été modifiée, altérée, et rephotocopiée et  
9                    représentée pour paiement. Il y a eu des travaux à  
10                  la fois payés à forfait, à la fois payés sur base  
11                  de feuille de temps.

12                  Également, un des gros modus operandi,  
13                  c'est que pour faire les travaux dans les puits  
14                  d'accès, il fallait récupérer les eaux usées à  
15                  l'intérieur du puits pour permettre aux  
16                  travailleurs de faire les interventions sans que ça  
17                  soit avec de l'eau au fond. Et Hydro-Québec a  
18                  systématiquement payé pour de l'eau contaminée à  
19                  l'huile plutôt que de l'eau souillée, ça fait que  
20                  le litre. Donc, la récupération, au lieu de payer  
21                  genre sept sous (0,07 \$) le litre pour la  
22                  disposition de ces liquides-là, Hydro-Québec payait  
23                  souvent près de un dollar (1 \$) le litre. Juste ce  
24                  modus operandi-là, c'est un point cinq millions de  
25                  dollars (1,5 M\$) du huit millions de la perte.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [150] Et qu'est-ce que vous avez fait par la suite  
3 pour vous prémunir contre ce genre de fraude?

4 R. Ce qui a permis essentiellement un tel dossier,  
5 c'est que le technicien civil a été assis sur la  
6 même chaise environ quarante (40) ans. Il a grandi  
7 dans ses fonctions, c'est avec lui que tout le  
8 réseau souterrain s'est bâti, et il a accédé à des  
9 fonctions incompatibles. À la toute fin, alors  
10 qu'il devait prendre sa retraite, mais que c'était  
11 drôlement payant pour lui et pour ceux qui étaient  
12 de connivence avec lui, il y avait une exception  
13 dans cette unité-là, c'était, il s'occupait du  
14 contrat alors que ça aurait dû être la commis  
15 ordonnancement qui reçoive les factures, qui traite  
16 sur le plan administratif le dossier. Mais on lui  
17 laissait encore dans les mains, parce qu'on  
18 disait : « Il va prendre sa retraite puis  
19 éventuellement il va transférer le dossier. »  
20 C'était la seule exception dans le service.

21 Donc, c'est quelqu'un qui a été très  
22 habile, quelqu'un qui a acheté un peu tout son  
23 environnement immédiat, qui, dans des  
24 circonstances, en mettant fin à son emploi, on  
25 venait de régler un gros problème, parce qu'il



1           exécutait effectivement des tâches incompatibles.  
2           Ses tâches ont été réparties de la bonne façon. On  
3           a découpé, quand je dis « on », c'est l'entreprise,  
4           a découpé le contrat pour répartir en deux, trois  
5           contrats, ce qui se faisait dans le même contrat.  
6           Exemple, la récupération des eaux souillées, ça a  
7           été mis dans un contrat distinct, pour être capable  
8           de suivre ça de façon plus claire, plus  
9           rigoureusement. Et d'autres activités du contrat  
10          ont été scindées en deux, de sorte que c'était sur  
11          le plan administratif, sur le plan réalisation des  
12          travaux, c'était plus facile à suivre.

13       Q. **[151]** Est-ce que, en scindant les contrats comme  
14       ça, vous aviez aussi embauché des entrepreneurs  
15       différents?

16       R. Dans l'attribution de ces contrats-là, souvent  
17       c'était des joueurs différents, à ce moment-là. Et  
18       c'est plus facile à suivre, c'est des plus petits  
19       contrats, il y a moins... tout était attaché dans  
20       un contrat et tout pouvait être réalisé à même ce  
21       contrat-là. Ça fait qu'en distinguant les  
22       différents travaux et interventions à faire, c'est  
23       plus facile à suivre. Puis évidemment, les deux  
24       inspecteurs qui étaient de connivence, bien  
25       évidemment, ça a été... eux aussi ont quitté. Ça

1 fait que c'est des gens qui les ont remplacés, puis  
2 c'est... il y avait une alternance dans les équipes  
3 pour éviter que...

4 Q. **[152]** Je comprends qu'ils ont été mis à la porte?

5 R. Ils ont été carrément mis à la porte, oui, tout à  
6 fait.

7 Q. **[153]** Continuez.

8 R. Donc, il y avait une alternance par la suite des  
9 inspecteurs. C'étaient pas tout le temps les mêmes  
10 qui allaient faire les travaux, ça a aidé ça aussi.  
11 Puis au niveau approvisionnement, bien, il y a eu  
12 des correctifs aussi. À un moment donné, dans un  
13 marché, quand c'est le même fournisseur sur une  
14 période de onze (11) ans qui finit le plus bas  
15 soumissionnaire, il faut se poser des questions. Ça  
16 aussi ça a lancé un signal au niveau de la  
17 direction approvisionnement. Ils ont mis des  
18 mesures en place pour alerter, pour sensibiliser  
19 les gens. On pose des questions, on interagit,  
20 on...

21 Évidemment, les quantités qui étaient  
22 annoncées à l'appel d'offres qui était préparé par  
23 le technicien, bien, par la suite, dans ces unités-  
24 là, on s'est assuré que les quantités étaient  
25 vraisemblables par rapport à l'année antérieure ou

1 les années précédents... précédentes, pardon, et  
2 non pas n'importe quoi, de débalancer les  
3 quantités.

4 Q. [154] Donc, ce que vous dites, c'est que vous  
5 surveillez les bordereaux à partir de ce moment-là  
6 pour... quand vous vous êtes rendu compte que  
7 c'était toujours le même pendant onze (11) ans.

8 R. Pendant onze (11) ans, c'est ça, dans un appel  
9 d'offres public, là, bien, c'est ça, ça a lancé un  
10 signal à la direction approvisionnement de « Allô,  
11 il faut regarder quelque chose parce que, là, ça  
12 marche pas. C'est le même... c'est le même  
13 entrepreneur pendant onze (11) ans qui finit le  
14 plus bas soumissionnaire. Il y a peut-être quelque  
15 chose qui cloche. Il faut creuser, il faut... il  
16 faut poser des questions. » Ça fait que, ça, ça a  
17 été un signal de ce côté-là.

18 Au niveau des quantités, c'est pas moi  
19 personnellement, c'est pas la vérification interne,  
20 c'est la gestion qui s'est assurée de mettre en  
21 place les quantités qui sont mises au niveau du  
22 bordereau correspondent relativement bien à la  
23 réalité. Ça fait que là, ça avait été identifié  
24 les... les quantités, les articles pour lesquels il  
25 y avait le trucage au niveau des appels d'offres.

1 Ça fait que, par la suite, c'est une attention  
2 particulière qui a été portée, là. Tout le monde  
3 était à surveiller ça, là.

4 Q. **[155]** Et comment vous expliquez que ça a pris  
5 autant de temps pour mettre à jour ce stratagème-  
6 là?

7 R. C'est l'habilité de celui qui était au coeur de la  
8 problématique. C'est le fait qu'il a été assis  
9 quarante (40) ans dans la même chaise. Aujourd'hui,  
10 là, quelqu'un qui est assis dans les mêmes  
11 fonctions puis que les systèmes évoluent pas, c'est  
12 à peu près impensable. Tout change, les... à un  
13 moment donné, là, même les postes changent. Ça fait  
14 que c'est un concours de circonstances, c'est...

15 Bon. Il y a aussi des gens qui avaient été  
16 achetés au niveau gestion par l'entrepreneur, des  
17 petits...

18 Q. **[156]** Donc, des gens corrompus?

19 R. Des gens corrompus où est-ce que, quand c'était le  
20 temps de poser des questions, ils ont peut-être pas  
21 fait leur travail parce qu'ils avaient accepté un  
22 petit voyage de pêche, un petit voyage de chasse  
23 puis avec l'entrepreneur, bien, monsieur  
24 l'entrepreneur est très gentil. Ça fait que peut-  
25 être que ça a mis un frein à des fois des

1 interventions qu'ils auraient peut-être pu faire.  
2 Mais c'était vraiment du copinage, c'était une  
3 petite équipe, c'étaient des gens assez isolés, un  
4 groupe hermétique, difficile à pénétrer et c'est un  
5 peu le phénomène. Puis c'est un... c'est vraiment  
6 une dénonciation qui a été faite à la Sûreté du  
7 Québec parce que c'est pas quelque chose qui aurait  
8 pu être détecté, là, autrement.

9 Et la Sûreté du Québec, quand elle a reçu  
10 la plainte, c'était carrément un conflit d'intérêt.  
11 C'est que l'entrepreneur avait créé une entreprise  
12 avec les trois employés d'Hydro-Québec, donc c'est  
13 un conflit d'intérêt. Puis la Sûreté du Québec se  
14 serait limitée à le concept de conflit d'intérêt,  
15 là. Si ce n'avait été des ressources d'Hydro-  
16 Québec, les juricomptables qui étaient disponibles  
17 à bâtir un dossier de preuve.

18 (10:57:38)

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. [157] Et si je comprends bien, tout le monde était  
21 déjà... parce que, là, il y a un décalage, je  
22 pense, de... de quelques années entre la  
23 détection... entre la période d'exécution puis la  
24 mise en branle des procédures. Est-ce que la  
25 dénonciation est venue alors que la manoeuvre était

1 encore en cours?

2 R. La manoeuvre était encore en cours. Par contre,  
3 c'est un nouvel entrepreneur qui avait réussi à  
4 obtenir le contrat finalement.

5 Q. **[158]** Donc, il y avait quelqu'un d'autre qui  
6 s'était substitué?

7 R. C'est un... il y a quelqu'un d'autre qui a réussi à  
8 obtenir le contrat, il y avait eu de la vague à ce  
9 moment-là, puis c'est là qu'avait sorti la plainte  
10 à la fin de mil neuf cent quatre-vingt-quatorze  
11 (1994).

12 Q. **[159]** La situation de conflit d'intérêt dont vous  
13 venez de parler, là, on sait qu'il y a des  
14 obligations de dénonciation des conflits d'intérêt  
15 au niveau des... de la haute direction, là. Il y a  
16 des documents à remplir de façon régulière, je  
17 pense, c'est sur une base annuelle. Est-ce que  
18 c'est la même chose à l'intérieur d'Hydro-Québec  
19 pour certains postes, aux acquisitions ou ce genre  
20 de choses-là, ou certains postes plus clé ou...?

21 R. J'ai pas l'information pour répondre précisément à  
22 votre question. Au niveau des employés, je le sais  
23 pas dans quelle mesure on... il y a des formulaires  
24 en circulation pour dénoncer des situations de  
25 conflit d'intérêt. J'ai pas l'information pour

1 répondre à votre question, malheureusement.

2 Q. [160] Est-ce que vous pouvez la trouver?

3 R. Je peux prendre l'engagement de... de voir qu'est-  
4 ce qui existe comme mécanisme à Hydro-Québec dans  
5 ce sens-là. Oui.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Parfait.

8 LA GREFFIÈRE :

9 Est-ce que vous pourriez dicter l'engagement?

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Oui. Identifier les mécanismes de déclarations de  
12 conflits d'intérêt...

13 LA GREFFIÈRE :

14 De déclarations...

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

16 De conflits d'intérêt.

17 LA GREFFIÈRE :

18 Alors, ce sera E-95.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Sur ce, nous allons aller à la pause.

21 Me MARIE COSSETTE :

22 Madame la Commissaire...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Hum, hum.

25

1 Me MARIE COSSETTE :

2 ... juste avant l'ajournement.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Oui.

5 Me MARIE COSSETTE :

6 Juste pour clarifier l'engagement, est-ce que votre  
7 question concerne l'ensemble des employés incluant  
8 les cadres, vu que votre question se limitait  
9 d'abord aux employés?

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Alors, c'est-à-dire que ça inclut les cadres, mais  
12 évidemment j'exclue la haute direction pour  
13 laquelle je sais déjà...

14 Me MARIE COSSETTE :

15 Qu'elle existe cette obligation.

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

17 ... qu'elle existe.

18 Me MARIE COSSETTE :

19 Très bien.

20

21 189E-95 Identifier les mécanismes de déclarations  
22 de conflits d'intérêt des employés et  
23 cadres d'Hydro-Québec à l'exclusion de la  
24 haute direction

25



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Merci. Alors, nous allons prendre la pause.

3 R. Merci beaucoup.

4 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

5 REPRISE DE L'AUDIENCE

6

7 (11:39:54)

8 LA GREFFIÈRE :

9 Monsieur Michel Forget, vous êtes sous le même  
10 serment.

11 R. Oui. Merci.

12 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

13 Madame la Présidente, avant qu'on reprenne dans la  
14 séquence du témoignage de monsieur Forget, un petit  
15 point d'intendance. Notre attention a été attirée  
16 ce matin par monsieur... Maître Houle, pardon, de  
17 l'ACRGTO sur une lettre dont nous pensons qu'elle  
18 est pertinente pour compléter le portrait des  
19 échanges... en fait, le portrait de la situation,  
20 là, qui a été entraînée par la décision d'Hydro-  
21 Québec de mettre fin ou... à l'octroi de contrat  
22 aux compagnies de monsieur Accurso et qui a fait  
23 l'objet en partie du témoignage de monsieur Laporte  
24 hier.

25 Donc, on a une lettre ici adressée par

1 l'ACRGTO à monsieur Laporte le vingt-huit (28)  
2 septembre deux mille douze (2012) qui fait état  
3 essentiellement de la position de l'ACRGTO sur la  
4 décision d'Hydro-Québec, qu'on voudrait coter,  
5 déposer et coter, je pense, Madame la Greffière.

6 LA GREFFIÈRE :  
7 188P-2005.

8  
9 188P-2005 : Lettre de ACRGTQ à M. Réal Laporte en  
10 date du 28 septembre 2012  
11

12 Me DENIS HOULE :  
13 Si vous permettez, Madame, je voudrais ajouter  
14 simplement quelques remarques. C'est que, d'abord,  
15 il y a une coquille dans l'objet, on parle de  
16 proportion alors que c'est un appel de propositions  
17 et ça ne concerne pas que le dossier Accurso, ça  
18 concerne les autres compagnies qui ont été  
19 interdites de soumissionner au même moment. Il en a  
20 été question. J'ai fait admettre à monsieur Laporte  
21 hier qu'il avait reçu cette lettre-là. J'ai  
22 consulté la direction hier soir pour être sûr qu'on  
23 voulait... qu'on voulait la déposer parce qu'on a  
24 des représentations qui, à mon avis, son très  
25 intéressantes pour la Commission. Voilà, Madame.

1           Merci.

2           Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

3           Q. **[161]** Alors, Monsieur Forget, donc on s'est laissés  
4           tout à l'heure vous étiez, disons, en train de nous  
5           présenter certains cas qui ont fait l'objet  
6           d'enquêtes de la part de vos services à divers  
7           moments. Je pense qu'on venait peut-être de faire  
8           le tour des mesures qui ont suivi la découverte  
9           d'un dossier ou d'un cas dans les années... fin des  
10          années quatre-vingt-dix (90), enfin... en tout cas,  
11          en ce qui concerne sa détection et son traitement.

12                       Si on va à la page suivante de ce document-  
13          là, je conçois qu'il y a d'autres exemples dont  
14          vous êtes en mesure de nous parler. Peut-être qu'on  
15          peut passer au travers tout de suite, là, avant de  
16          retourner à la séquence de votre présentation.

17          R. Très bien.

18          Q. **[162]** Donc, le deuxième dossier qui est un cas de  
19          pot-de-vin, de ce qu'on peut voir?

20          R. Oui. C'est un dossier qui est pas du tout du  
21          domaine de la construction. Je l'amène comme  
22          exemple dans les présentations simplement pour  
23          vraiment démontrer différents problèmes qui peuvent  
24          survenir auprès des employés d'Hydro-Québec. C'est un  
25          cas vécu où est-ce qu'il y a un employé d'Hydro-

1 Québec, occupant un poste clé, a plus que dépassé  
2 la ligne acceptable de bonne conduite auprès d'un  
3 fournisseur. Le plaignant a dit :

4 Jadis, votre gars demandait des  
5 peanuts, maintenant il désire le bol  
6 de peanuts au complet. Il est passé de  
7 billets de saison à un bien dont la  
8 valeur est de... était de plus de  
9 trente mille dollars (30 000 \$). Le  
10 plaignant n'en pouvait plus, il a  
11 dénoncé l'employé. On finit toujours  
12 par se faire prendre.

13 Dans le fond, ce que j'apporte ici comme exemple,  
14 c'est simplement pour dire, quand on joue le jeu,  
15 bien, on finit par se faire prendre. C'est  
16 l'exemple que j'apporte dans mes séances de  
17 sensibilisation.

18 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

19 Q. **[163]** Et le plaignant s'est plaint à quel endroit  
20 cette fois-ci?

21 R. Il s'est... il s'est plaint directement à la  
22 vérification interne.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. **[164]** Donc, si on comprend bien, c'est un... c'est  
25 un cas récent, celui-là?

1 R. C'est un cas... c'est dans les fins des années  
2 quatre-vingt-dix (90). Quatre-vingt-dix-neuf (99),  
3 je dirais. Le...

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

5 Q. **[165]** Quatre-vingt... quatre-vingt-dix-neuf (99),  
6 vous avez dit?

7 R. Oui.

8 Q. **[166]** Le cas suivant.

9 R. Le cas suivant, c'est du domaine de la construction  
10 parce que, dans le fond, c'était l'insertion d'un  
11 article au bordereau qui était le transport aérien.  
12 Ça faisait partie du contrat avec l'entrepreneur  
13 général sur une construction de lignes. Ici, on est  
14 en deux mille cinq (2005).

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. **[167]** Donc, c'est de la collusion ou de la...

17 R. C'est vraiment de la surfacturation...

18 Q. **[168]** En fait, c'est de la surfacturation, oui,  
19 c'est ça.

20 R. ... qui a été faite par...

21 Q. **[169]** C'est de la fraude.

22 R. ... un sous-traitant. Oui, c'est de la fraude.

23 Q. **[170]** O.K.

24 R. Donc, ce sous-traitant-là, qui travaillait pour  
25 l'entrepreneur général, était un transporteur

1           accrédité ayant des contrats cadres avec Hydro-  
2           Québec. Donc, il avait déjà des contrats cadres, ça  
3           veut dire que, sur demande, on lui demande, on fait  
4           une requête : « Tu vas déplacer des employés - ou -  
5           des personnes de tel point à tel point. Du point A  
6           au point B. » Ça fait qu'il y a des contrats cadres  
7           qui existent d'un côté et les fournisseurs de  
8           services à Hydro-Québec en première ligne. À même  
9           le contrat de l'entrepreneur général, il devait  
10          fournir ce même service mais pour les biens du  
11          chantier en question.

12        Q. **[171]** Est-ce qu'il y a eu de la collusion avec un  
13          employé d'Hydro-Québec dans ce cas-là?

14        R. Il y a aucune collusion...

15        Q. **[172]** Complicité?

16        R. Complicité, pardon, excusez, avec quiconque à  
17          Hydro-Québec. Il a agi seul.

18        Q. **[173]** O.K.

19        R. Et vous allez voir le modus operandi. Dans le fond,  
20          évidemment, le contexte des travaux était urgent  
21          et, lui, il a manqué d'appareils, dans le fond,  
22          pour... déjà par rapport à ses engagements de  
23          contrat cadre et pour être en mesure d'alimenter le  
24          chantier adéquatement, il a été obligé lui-même de  
25          faire appel à des sous-traitants... des appareils

1            additionnels. Donc, il y a une source externe qui  
2            signale une situation d'irrégularité à l'effet que  
3            les rapports de vol, qui sont envoyés dans la  
4            facturation à Hydro-Québec, ne sont pas les  
5            rapports de vol qui ont été préparés par les vrais  
6            pilotes de l'appareil.

7            Donc, on a reçu les vrais rapports et on a  
8            corroboré avec qu'est-ce qu'on avait reçu à Hydro-  
9            Québec pour constater que les rapports de vol  
10           étaient systématiquement refaits par le  
11           propriétaire de cette firme-là, qui avait... qui  
12           agissait en sous-traitance à l'entrepreneur  
13           général. Et au décollage et à l'atterrissage, il  
14           ajoutait des heures. Donc, c'est des appareils qui  
15           fonctionnent à un taux horaire de mille (1000),  
16           mille deux cents dollars (1200 \$) de l'heure. Donc,  
17           quand on rajoute des dix (10) minutes, des quinze  
18           (15) minutes au décollage, à l'atterrissage  
19           plusieurs fois par jour, il y a eu jusqu'à six  
20           appareils qui ont fait l'objet de surfacturation,  
21           on se ramasse, au bout du compte, avec une  
22           surfacturation de cent cinquante mille dollars  
23           (150 000 \$).

24           Comme Hydro-Québec est en lien avec  
25           l'entrepreneur, en lien contractuel, on a réclamé

1 le montant auprès de l'entrepreneur. Puis, bien,  
2 c'était à lui de voir la suite. Évidemment, Hydro-  
3 Québec a mis fin au contrat cadre qui était en  
4 vigueur et il a enlevé cette entreprise-là à titre  
5 de transporteur qui était accrédité par Hydro-  
6 Québec.

7 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

8 Q. [174] Encore une fois ma question, à quel endroit  
9 est rentrée la plainte?

10 R. La plainte est rentrée chez le gestionnaire. Le  
11 gestionnaire qui a été informé puis qui avait  
12 les... qui a reçu les... les vrais rapports de vol  
13 d'un des sous-traitants.

14 Q. [175] Et ce gestionnaire, par la suite, a appelé la  
15 vérification interne pour faire un travail de  
16 vérification?

17 R. Exactement.

18 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

19 Q. [176] Quand vous dites « gestionnaire », c'est un  
20 gestionnaire à l'interne chez Hydro-Québec?

21 R. C'est un gestionnaire à l'interne d'Hydro-Québec  
22 qui a consulté rapidement les conseillers contrôle,  
23 le bureau du contrôleur, et ça a pas été long que  
24 le dossier a été acheminé à l'équipe juricomptable.

25 Q. [177] Peut-être une petite question, Monsieur



1 Forget, en ce qui concerne le cas précédent. Vous  
2 avez indiqué que c'était pas de la construction, le  
3 cas... Est-ce que le rapport entre le corrompu...  
4 le demandeur de corruption et l'offrant, si on peut  
5 dire, donc la personne qui demandait des biens et  
6 la personne qui en offrait, c'était pas dans un  
7 contexte de relation justement où ces gens-là  
8 travaillaient dans la construction de projets de  
9 construction?

10 R. C'est des services professionnels qui sont achetés  
11 et celui qui a demandé, bien, généralement, oui, il  
12 travaille dans un univers de construction.

13 Q. **[178]** O.K. Et est-ce qu'il y avait pas aussi...  
14 parce que là on a juste une question de dépassement  
15 mais peut-être revenir sur ce dossier-là, c'est un  
16 petit peu plus complexe que ça, il y avait... la  
17 relation était à long terme, il y avait eu quand  
18 même... là on voit que vous avez détecté au moment  
19 où il y a eu une hausse et que la personne à qui on  
20 demandait le pot-de-vin s'est plaint du fait qu'on  
21 demandait trop, mais j'en conclus qu'avant ça, il y  
22 avait déjà une relation établie entre les deux,  
23 non?

24 R. Évidemment, quand on parle de billets de saison,  
25 dans le cadre d'Hydro-Québec, c'est inacceptable

1       comme cadeau ou acceptation de gratuité, là, c'est  
2       déjà trop gros. O.K. On s'entend? Le fournisseur  
3       est allé déjà trop loin à cette étape-là. Il aurait  
4       fallu qu'il mette un frein avant. Un repas c'est  
5       correct. Des billets... billets de saison, c'est  
6       pas correct.

7       Q. **[179]** Donc, dans cette situation précise là, il y  
8       avait eu une forme de corruption déjà qui s'était  
9       établie et c'est... ça frise un peu l'absurde, mais  
10      c'est le corrupteur qui trouvait que le corrompu  
11      exagérât, qui est venu se plaindre?

12      R. Bien écoutez, c'est certain que c'était déjà trop  
13      qu'est-ce qui avait été donné et que là, bien,  
14      effectivement, il vient se plaindre, mais il a  
15      déjà... il a déjà donné beaucoup, beaucoup trop.  
16      Mais c'est lui-même qui... qui vient se dénoncer,  
17      si on veut. On a traité le dossier.

18      Q. **[180]** Et ça, c'était une relation entre, comme vous  
19      dites, c'était un... un requérant de services  
20      professionnels ou un directeur de projet et un  
21      fournisseur de services professionnels?

22      R. C'est services professionnels achetés à l'externe  
23      puis c'est le propriétaire de cette firme-là qui a  
24      porté plainte auprès de la vérification interne.

25      Q. **[181]** Contre un gestionnaire de... un directeur de

1           projets? Est-ce que je me trompe?

2           R. Le poste exact c'est... je pourrais pas le répéter,  
3           là, mais c'est à cette hauteur-là.

4           Q. **[182]** O.K. Vous êtes à votre quatrième cas qui est  
5           représentatif, je pense, de... d'une situation qui  
6           inquiète beaucoup Hydro-Québec généralement. Est-ce  
7           que je me trompe?

8           R. Bien écoutez, ici, encore une fois, on n'est pas  
9           dans le domaine de la construction. Par contre,  
10          quand j'apporte cet exemple-là, c'est pour montrer  
11          que la fraude se manifeste pas nécessairement par  
12          des transactions financières, par des... des  
13          malversations, par de la surfacturation ou... bon.  
14          Ici, dans un cas, c'est que l'impact pour Hydro-  
15          Québec ça a été plusieurs millions de dollars de  
16          perdus parce qu'il a fallu maintenir en place des  
17          systèmes, alors que si on avait procédé tel que  
18          prévu, tout aurait été en place pour que le projet  
19          se matérialise en temps opportun puis qu'on n'ait  
20          pas des coûts additionnels à supporter. Dans les  
21          faits...

22          (11:52:26)

23          LA PRÉSIDENTE :

24          Q. **[183]** Ce que je comprends, c'est que même si ça ne  
25          concerne pas le domaine de la construction, c'est

1 un stratagème qui pourrait se retrouver dans le  
2 domaine de la construction, qui peut être  
3 transposé?

4 R. Oui. Dans le fond, il y a une personne, un employé  
5 contractuel qui avait accès à la bibliothèque  
6 virtuelle du projet. C'était un gros projet à  
7 Hydro-Québec, plusieurs centaines de millions de  
8 dollars. Et la personne s'est abreuvée dans le  
9 système pour transmettre un document à un des  
10 soumissionnaires. Une fois qu'Hydro-Québec est mise  
11 au courant de ce... de cet événement-là, il y a eu  
12 enquête de la part de la juricomptabilité et à ce  
13 moment-là, une fois qu'on sait qu'il y a eu... le  
14 processus a été vicié, bien il faut annuler l'appel  
15 de propositions, retourner sur le marché et  
16 recommencer à zéro. Et à ce moment-ci, ce que ça a  
17 fait, ça a amené un bon décalage, ça a retardé le  
18 projet et ça a entraîné des coûts de plusieurs  
19 millions de dollars pour Hydro-Québec. Le geste,  
20 somme toute, c'est un document de quelques pages  
21 qui aurait jamais dû se ramasser à la bibliothèque  
22 virtuelle...

23 Q. **[184]** Qu'est-ce qui engendre plusieurs millions de  
24 dollars pour Hydro-Québec? C'est le retard?

25 R. C'est le retard sur le projet puis le maintien de

1 systèmes qu'il n'aurait pas été nécessaire de  
2 maintenir dans l'intervalle si le projet se serait  
3 réalisé dans les temps opportuns.

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

5 Q. **[185]** Quand vous dites systèmes...

6 R. Puis le fait qu'on recule en arrière... C'est parce  
7 qu'il y a toujours un chemin critique dans la  
8 réalisation d'un projet et, évidemment, quand on  
9 vient reculer de... ça a retardé de deux à trois  
10 mois et peut-être plus la réalisation d'une des  
11 étapes. Parce que tout... tout vient s'imbriquer à  
12 un moment donné dans un projet et ça, c'était une  
13 étape quand même clé de... de mettre en branle et  
14 le fait de retarder ça, ça retardait la suite du  
15 projet et ça a vraiment entraîné en bout de piste  
16 des conséquences. Et ce retard-là, bien justement,  
17 pour maintenir les activités à Hydro-Québec, il a  
18 fallu maintenir des systèmes qu'on aurait mis de  
19 côté si ça avait pas été de ce... de cet événement-  
20 là et ça, ça a coûté beaucoup de sous.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. **[186]** Et qu'est-ce qu'a fait Hydro-Québec pour se  
23 prémunir de ce genre de stratagème?

24 R. Écoutez, on essaie de... dans... dans... dans ce  
25 phénomène-là, c'est qu'il faut restreindre les

1 accès, il faut restreindre les documents qui  
2 sont... qui sont à mettre dans une bibliothèque  
3 virtuelle, et ceux qui y ont accès. C'est que, dans  
4 le fond, il y a des... il y a un document qui s'est  
5 ramassé, qui aurait jamais dû se ramasser dans  
6 cette bibliothèque-là virtuelle et qu'il y a  
7 quelqu'un qui a profité de la situation pour  
8 transmettre ça à un des soumissionnaires. Ça fait  
9 que...

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Q. **[187]** Mais j'imagine qu'il y avait...

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[188]** Mais est-ce...

14 R. ... pour se prémunir, bien, un, il faut jamais  
15 déposer des documents qui ont pas d'affaire dans  
16 une bibliothèque et...

17 Q. **[189]** Et donc restreindre les... les informations.

18 R. ... puis restreindre les accès des personnes qui  
19 ont ac... accès à des documents.

20 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

21 Q. **[190]** Parce qu'il y a quand même quelqu'un qui a  
22 choisi de transmettre ce document-là à l'externe.  
23 Donc, il a profité de l'erreur commise initialement  
24 dans le dépôt pour transmettre... mais il a  
25 transmis le document à l'externe, donc il y avait

1           probablement une transaction additionnelle là.

2           Cette... cette remise n'est pas...

3           R. La transaction additionnelle n'a pas jamais été  
4           démontrée. La seule chose qu'on a peut-être pu  
5           constater, c'est simplement pour se donner de  
6           l'importance au projet. C'est à peu près la seule  
7           chose qu'on est... on a été capable de comprendre  
8           dans la situation.

9           Q. **[191]** Donc, il y a pas eu de... il y a pas eu de...  
10          on n'a pas identifié de contrepartie que cet  
11          employé-là aurait reçue de la part du  
12          soumissionnaire. C'est ce que vous voulez dire?

13          R. Exactement.

14          M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

15          Q. **[192]** Et comment vous avez identifié le fait que  
16          cet employé-là avait donné une information  
17          privilégiée à un des soumissionnaires potentiels?  
18          C'est quand vous avez ouvert les enveloppes que  
19          vous avez vu qu'il y en avait un qui en savait  
20          trop, des détails?

21          R. Laissez-moi me remémorer. O.K. C'est quelqu'un qui  
22          avait assisté à l'événement chez le  
23          soumissionnaire. Il faisait partie... il y a un  
24          ensemble de personnes qui étaient autour d'une  
25          table, et la personne contractuelle fautive a

1       déposé le document sur la table. Elle a... la  
2       personne, le plaignant, qui est venu directement à  
3       la vérification interne a été témoin oculaire, a  
4       été témoin pleinement de l'événement. C'est comme  
5       ça que ça s'est matérialisé. C'est un dossier de  
6       l'année deux mille cinq (2005) également.

7       Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

8       Q. **[193]** Deux mille cinq (2005). O.K., qui est venu  
9       directement chez vous.

10      R. Oui.

11      Q. **[194]** Dernier cas. Substitution de pro... Excusez-  
12      moi. Substitution...

13      R. Le dernier cas...

14      Q. **[195]** ... de produit.

15      R. ... encore une fois, c'est pas un... en relation  
16      avec la construction. C'est vraiment pour donner  
17      une image qu'il faut être très vigilant au niveau  
18      de la facturation versus la qualité des produits  
19      qu'on reçoit. Somme toute, ici, c'est un achat de  
20      produits assez banal, mais comme il y a personne  
21      qui vérifiait vraiment les qualités techniques  
22      versus la facturation, pendant plusieurs années, un  
23      fournisseur en a profité pour facturer pas mal plus  
24      cher différents produits qui n'étaient pas de la  
25      qualité qu'il prétendait livrer et facturer. On



1       avait été informés par d'autres organisations à  
2       Montréal, puis on a commencé à examiner la  
3       situation de près. On a bâti un dossier. On a  
4       relevé les... les échan... échantillons de produits  
5       et on a permis à la gestion d'aller récupérer  
6       auprès de l'entreprise en question les sommes qui  
7       avaient été versées en trop. Évidemment, il a  
8       plaidé l'erreur avec son lot d'explications.

9       Q. **[196]** J'en conclus que vous ne le croyez qu'à  
10       moitié. Mais bon, c'est... j'en... je comprends  
11       qu'Hydro-Québec s'est satisfait de cette  
12       explication-là et a récupéré la...

13       R. Puis, l'important, c'est que dans le futur, les  
14       factures étaient examinées en fonction des produits  
15       qui étaient livrés.

16       Q. **[197]** Et donc, ça aussi, c'est arrivé directement à  
17       la juricomptabilité?

18       R. Bien, comme je dis...

19       Q. **[198]** Par le fournisseur?

20       R. ... on a été informés par des... des... des firmes  
21       externes, directement à la vérification interne,  
22       que si vous avez tel fournisseur, bien, soyez  
23       vigilants, parce qu'on a observé que...

24       Q. **[199]** O.K.

25       R. C'est comme ça que c'est rentré... dans les années

1 quatre-vingt-dix (90).

2 Q. [200] Est-ce que... est-ce qu'on peut conclure de  
3 l'ensemble de ces illustrations-là qui... qui... si  
4 je comprends bien, sont... sinon la totalité en...  
5 encore une fois, probablement une... une proportion  
6 significative des dossiers que vous avez enquêtés,  
7 parce que de ce que je comprends, il y en a... en  
8 tout cas, de ce type-là, il n'y en a pas si  
9 fréquemment que ça. Or... or la dénonciation, c'est  
10 très difficile d'identifier la présence de ces  
11 stratagèmes-là. Est-ce que je me trompe?

12 R. Écoutez, faire la détection à partir des systèmes  
13 ou à partir de nos bureaux, c'est vraiment un  
14 exercice qui est difficile. On a un vécu en  
15 détection, là, mais c'est relativement des petites  
16 choses. Je vous dirais, les dossiers les plus  
17 importants qui ont été portés à notre attention  
18 c'est vraiment des informateurs, c'est des gens qui  
19 ont à quelque part une information privilégiée sur  
20 quelque chose qui se passe, puis ils viennent  
21 porter ça à l'attention de la vérification interne.

22 C'est également les contrôleurs qui, dans  
23 leurs sondages, dans leurs travaux, relèvent des  
24 anomalies et viennent porter ça à la vérification  
25 interne, puis nous, bien, on va élargir les travaux

1        puis on va aller au fond des choses. C'est pas mal  
2        en provenance, bon, de la sécurité industrielle,  
3        des gestionnaires qui constatent des choses un  
4        petit peu inhabituelles, qui portent ça à notre  
5        attention. Et on ouvre un dossier, on commence à  
6        regarder ça de plus près. C'est pas mal, comme  
7        j'expliquais, les façons que les dossiers sont  
8        traités en juricomptabilité à la vérification  
9        interne.

10      Q. **[201]** Est-ce qu'il y a des incitatifs qui sont  
11        offerts par la vérification interne ou même par  
12        Hydro-Québec en général pour encourager la  
13        vigilance et la dénonciation? Enfin, la  
14        dénonciation, c'est un terme qui... le lancement  
15        d'alerte?

16      R. Non, il n'y a aucun incitatif à Hydro-Québec pour  
17        ça. On essaie de mettre les outils en place, on  
18        fait des rappels constants, constamment aux  
19        employés, ça existe, on l'utilise si c'est à propos  
20        de le faire. Il y a beaucoup de canals (sic)  
21        possibles, puis c'est à l'employé d'être à l'aise  
22        dans son cheminement.

23      Q. **[202]** Est-ce qu'il est possible que, parce que je  
24        vois qu'il y a une multiplicité de points de chute  
25        pour les informations, est-ce qu'il y a des

1           protocoles pour recouper tout ça, pour s'assurer  
2           que, par exemple plusieurs morceaux qui auraient,  
3           ou plusieurs informations qui auraient pu être  
4           morcellaires et transmises d'un côté à la sécurité  
5           industrielle, de l'autre côté chez vous, puissent  
6           être recoupées?

7       R. Au niveau de la sécurité industrielle, on est en  
8       communication assez constante. Et dans les  
9       dernières années, effectivement, il y a eu du  
10      recoupage. Souvent, un même plaignant ou une même  
11      problématique va apparaître à la sécurité  
12      industrielle et à la vérification interne. On a des  
13      rencontres régulièrement, justement, pour partager  
14      les diverses problématiques qui sont sur la table,  
15      puis c'est à ce moment-là qu'on peut peut-être  
16      découvrir qu'il y a un dossier qui a été porté à  
17      l'attention des... autant de la sécurité  
18      industrielle que de la vérification interne. Ça  
19      fait qu'à ce moment-là, bien, on travaille  
20      conjointement, ça ne pose aucun problème.

21      Q. **[203]** Parfait. Madame Blanchette, si on revient  
22      dans la présentation, je pense qu'on en était à la  
23      diapositive numéro 6. Là c'est un peu un outil qui  
24      est au coeur de votre travail, si j'ai bien  
25      compris, qui est le code de conduite des employés.

1                   Bon, j'ai compris que ce sont des grandes  
2                   orientations et que, bon, sa rédaction est du  
3                   ressort de la direction des affaires corporatives,  
4                   ainsi que, bon, ses modifications subséquentes ou  
5                   ses amendements, pour suivre l'évolution au fil du  
6                   temps. Je pense quand même que vous en avez une  
7                   bonne connaissance. Peut-être nous en présenter les  
8                   grandes lignes et puis les caractéristiques  
9                   particulières?

10       R. Bien, c'est ça, au niveau du code de conduite des  
11       employés version deux mille douze (2012), on  
12       utilise le thème « L'éthique est au coeur de nos  
13       décisions ». Dans le fond, les grandes valeurs qui  
14       sont véhiculées dans le code de conduite c'est :

15                   Agir avec intégrité, agir avec loyauté  
16                   et diligence, respecter les personnes  
17                   et le milieu, protéger l'information  
18                   confidentielle, traiter avec équité et  
19                   courtoisie nos clients, fournisseurs  
20                   et autres partenaires.

21       Q. **[204]** Je pense, Madame Blanchette, on peut  
22       l'afficher. Je ne sais pas si vous avez des  
23       éléments dans le code comme tel sur lesquels vous  
24       voudriez attirer notre attention en ce qui concerne  
25       sa confection? Il est à l'onglet 15. Et on va le

1 coter, Madame la greffière, le déposer.

2 LA GREFFIÈRE :

3 Alors, 2006.

4 (12:04:23)

5

6 189P-2006 : Hydro-Québec - Code de conduite -  
7 l'éthique au coeur de nos décisions

8

9 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

10 Q. **[205]** Alors, Monsieur Forget?

11 R. Oui.

12 Q. **[206]** Oui, c'est ça, est-ce qu'il y a des  
13 particularités au code?

14 R. Bien, je peux passer en revue les grands  
15 paramètres, là. Quand on parle d'agir avec  
16 intégrité, c'est toute la notion de conflit  
17 d'intérêts et d'apparence de conflit d'intérêts. Ça  
18 touche la propriété intellectuelle, les relations  
19 familiales et amoureuses entre membres du  
20 personnel. Les activités professionnelles externes  
21 à Hydro-Québec. Les acceptations d'invitations, de  
22 cadeaux ou d'avantages. La rigueur au travail.  
23 Puis, finalement, bien, les copies de logiciels  
24 d'Hydro-Québec où ce que c'est prohibé.

25 Quand on parle d'agir avec loyauté et

1 diligence, c'est tout le concept des opinions  
2 personnelles sur l'entreprise ou des collègues ou  
3 des décisions. C'est tout le phénomène des médias  
4 sociaux, où ce que ça prend de la retenue. Les  
5 convictions sociales, religieuses ou politiques.  
6 Les activités personnelles comme membre d'un  
7 organisme ou d'une entreprise. L'utilisation des  
8 biens et des ressources informatiques d'Hydro-  
9 Québec à des fins personnelles, où ce que le  
10 balisage... c'est bien indiqué en quoi on peut  
11 utiliser ou non les biens de l'entreprise, là, au  
12 niveau informatique. Les responsabilités à l'égard  
13 de la sécurité des installations. Et, finalement,  
14 le devoir de loyauté après la cessation d'emploi.

15 Le devoir de loyauté, même si on a mis fin  
16 à notre emploi, bien, il y a une période par la  
17 suite qui... qui suit l'employé qui a quitté.

18 Respecter les personnes et le milieu.  
19 Harcèlement et violence, des tenues vestimentaires,  
20 affichage de matériel à caractère sexuel, sexiste  
21 ou racial. Il y a tout le concept de santé et  
22 sécurité des travailleurs. Il y a la protection de  
23 l'environnement.

24 Quand on aborde, protéger l'information  
25 confidentielle, il y a le devoir de confidentialité

1 absolu, le traitement de l'information  
2 confidentiel, les relations avec les médias,  
3 respecter la confidentialité de l'information et le  
4 devoir de confidentialité après la cessation  
5 d'emploi. C'est pas parce qu'on a quitté  
6 l'entreprise que l'information confidentielle qu'on  
7 détient devient de nature publique.

8 Il y a également, bon, traiter avec équité  
9 et courtoisie nos clients, fournisseurs et  
10 partenaires. Les objectifs de rendement et  
11 objectifs de courtoisie, transmission d'information  
12 à nos fournisseurs, honnêteté et transparence dans  
13 nos pratiques d'affaires.

14 Il existe d'autres codes de conduite  
15 typiques dans l'organisation, notamment à Hydro-  
16 Québec Distribution et TransÉnergie, qui sont  
17 propres à leurs activités.

18 Q. [207] Si on va effectivement, à la page 22, je  
19 serais curieux de voir avec vous, là... parce que  
20 je constate qu'il y en a quand même qui sont reliés  
21 spécifiquement à des domaines qui touchent le  
22 mandat de la Commission. Il y a un code d'éthique  
23 sur la gestion des appels d'offres, je vois qu'il y  
24 en a d'autres...

25 R. Oui.



1 Q. **[208]** Dans quelle mesure ces codes-là viennent  
2 préciser les obligations qui sont généralement  
3 reprises dans le code d'éthique du... dans le code  
4 de conduite des employés de façon à être adaptés à  
5 leur fonction, c'est ce que je comprends de ce que  
6 vous dites?

7 R. Tout à fait. Le code de conduite principal, c'est  
8 lui qui est porteur des valeurs fondamentales de  
9 l'entreprise, c'est certain. Mais comme il y a des  
10 activités spécifiques dans lequel (sic) il y a des  
11 concepts qui sont plus élaborés, bien, on a mis...  
12 Hydro-Québec a élaboré, typiquement, des codes de  
13 conduite qui s'appliquaient à des... du personnel  
14 spécifique.

15 Q. **[209]** Et ce que je vois c'est qu'il y en a un aussi  
16 qui est destiné au centre de services partagés, il  
17 concerne les avantages reçus des fournisseurs.  
18 Donc, il viendrait préciser un peu plus ce qui est  
19 déjà prévu au début sur la teneur des cadeaux qui  
20 peuvent être reçus, ce genre de choses là?

21 R. Oui.

22 Q. **[210]** Est-ce que vous pourriez prendre engagement  
23 de nous transmettre ces deux documents-là?

24 R. Oui.

25

1 LA GREFFIÈRE :

2 (Inaudible).

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

4 Oui.

5 Q. **[211]** En fait, une copie du code d'éthique sur la  
6 gestion des appels d'offres.

7

8 189E-96 Fournir code d'éthique pour la gestion des  
9 appels d'offres

10

11 LA GREFFIÈRE :

12 (Inaudible) de conduite, est-ce que vous l'avez  
13 coté?

14 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

15 Oui, excusez-moi. Oui, on l'a coté 2006, je crois.

16 Et E-97, la ligne de conduite du centre de services  
17 partagés...

18 LA GREFFIÈRE :

19 Est-ce que vous (inaudible) là?

20 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

21 Oui, c'est un engagement distinct. Il y a deux  
22 engagements. Donc, E-96 c'était la transmission du  
23 code d'éthique sur la gestion des appels d'offres.

24 Et E-97 serait la transmission de la ligne de

25 conduite du centre de services partagés sur les

1 avantages reçus des fournisseurs. Merci Madame la  
2 greffière.

3  
4 189E-97 Transmission de la ligne de conduite des  
5 autres services partagés sur les avantages  
6 reçus des fournisseurs

7  
8 Me MARIE COSSETTE :

9 Simplement noter, Madame la Présidente que je vais  
10 prendre connaissance des documents, vérifier si ça  
11 comprend des informations de nature sensible, un  
12 peu comme les autres documents, mais je m'entendrai  
13 avec le procureur de la Commission, le cas échéant.

14 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

15 De toute façon, sur transmission, on verra si on  
16 souhaite les produire et s'en suivront les  
17 discussions nécessaires.

18 Q. **[212]** Monsieur Forget, peut-être si on revient à  
19 votre présentation, Madame Blanchette. On a déjà  
20 discuté quand même assez longuement des activités  
21 d'enquête. Vous nous avez fait une petite revue des  
22 activités de détection, du fait que vous en teniez.  
23 Si on va à la page suivante...

24 R. On a pas mal couvert.

25 Q. **[213]** Oui, j'aimerais vous entendre... vous avez

1 dit que vous aviez fait des essais de détection au  
2 niveau des forages de données, par exemple, là.  
3 Est-ce que ça s'est montré concluant ou est-ce que  
4 vous avez rencontré des... des difficultés de ce  
5 côté-là ou...?

6 R. Je vous dirais que la détection, pour un petit peu  
7 renchérir sur ce que j'ai dit plus tôt, c'est pas  
8 facile de vraiment bâtir un test de détection qui  
9 va être révélateur puis qui va permettre vraiment  
10 de mettre la main sur des problématiques. On l'a  
11 fait à petite échelle. Il faut comprendre que la  
12 petite équipe qu'on est, la priorité, c'est les  
13 dossiers d'enquête. C'est la prévention et la  
14 sensibilisation.

15 Et quand, à temps perdu, bien on essaie  
16 de... de déployer des tests de détection. Dans les  
17 dernières années, je vous dirais, bon, entre  
18 autres, on a regardé de plus près les... les cartes  
19 qui permettent l'achat de carburant, ce qui nous a  
20 permis, entre autres, de retracer environ vingt  
21 (20) cartes clonées qui comportaient des  
22 transactions frauduleuses pour quatre-vingt mille  
23 dollars (80 000 \$). On a instauré une routine quasi  
24 mensuelle qui nous permettait de retracer des  
25 multitransactions la même journée pour une carte

1 donnée. Ça fait qu'à ce moment-là, c'est  
2 complètement inhabituel. Puis là, bien on... on a  
3 constaté effectivement que c'était... ça a été  
4 confirmé par la suite, c'était des cartes clonées.  
5 Donc, la carte est rapidement annulée et ça vient  
6 prévenir des pertes futures.

7 Et évidemment, bien on a impliqué la  
8 sécurité industrielle parce que c'est eux qui  
9 prennent en charge ce type de dossier là puis ils  
10 complètent le nécessaire par la suite.

11 On a déjà également arrimé des données  
12 concernant des numéros de téléphone, des employés  
13 versus des fournisseurs, pour essayer de détecter  
14 des cas de conflits d'intérêts ou potentiellement  
15 de fraude. On a relevé quelques cas de conflits  
16 d'intérêts, donc les employés ont été rencontrés et  
17 ils ont mis fin à... par exemple, ils offraient des  
18 services ou des produits à Hydro-Québec. Donc, ça a  
19 mis fin à la relation d'affaires.

20 Q. **[214]** Est-ce que vous jugez que, disons le...  
21 l'effort mis et l'investissement mis dans ces...  
22 dans ces... déployé dans ces contextes-là valait la  
23 chandelle? Est-ce que le jeu valait la chandelle?

24 R. Je vous dirais, concernant les cartes d'achat de  
25 carburant, c'est un travail qui... qui se fait bien

1           puis on peut rapidement trouver des anomalies.

2           Concernant l'arrimage de base de données, il y a  
3           beaucoup d'employés fournisseurs. C'est un travail  
4           quand même colossal.

5                       Les cas qu'on a pu mettre sur la table  
6           d'irrégularité, c'est quand même intéressant, là,  
7           mais ça a été un travail quand même assez... assez  
8           demandant, c'est certain.

9           Q. **[215]** Combien de fournisseurs vous avez?

10          R. À l'époque, quand on a fait l'arrimage de tout ça,  
11          là, on parlait d'environ vingt-cinq mille (25 000)  
12          fournisseurs actifs dans la base de données  
13          d'Hydro-Québec. Ça, ça veut dire que le fournisseur  
14          a vendu un produit ou un service à Hydro-Québec  
15          dans les deux dernières années. Ça fait que c'est  
16          vingt-cinq mille (25 000) fournisseurs avec une  
17          vingtaine de milliers d'employés.

18          Q. **[216]** D'un autre côté, maintenant que c'est arrimé,  
19          que le travail a été fait une première fois, est-ce  
20          que quand un nouvel employé ou un nouveau  
21          fournisseur s'inscrit, il y a des vérifications  
22          standardisées qui sont faites pour croiser à  
23          nouveau, pour voir si on... on ferait entrer le  
24          loup dans la bergerie?

25          R. Non, je peux pas... je peux pas dire qu'on fait

1 une... Par contre, quand... à l'embauche d'un  
2 employé, il y a... il y a des validations, là, des  
3 diplômes, il y a des références, et il y a la  
4 vérification d'attestation de fiabilité, intégrité,  
5 pour les postes stratégiques ou sensibles. Il y a  
6 des... ça fait que dans ce sens-là, il y a de la  
7 validation qui est faite.

8 Q. **[217]** Ces postes stratégiques ou sensibles, est-ce  
9 que la vérification interne participe à les  
10 identifier? Ou ça, c'est pas de votre ressort comme  
11 tel?

12 R. C'est pas de notre ressort.

13 Q. **[218]** Peut-être la diapositive suivante. Bon, vous  
14 nous avez indiqué que... une... un dernier grand  
15 pan de votre travail, c'est, bon, prévention,  
16 sensibilisation. Ça consiste en quoi?

17 R. Bien, depuis deux mille cinq (2005), on donne des  
18 séances de sensibilisation à l'éthique et la fraude  
19 qui se font en deux blocs. Il y a un premier bloc  
20 où est-ce qu'on présente le code de conduite avec  
21 beaucoup d'exemples de dérogation vécus dans  
22 l'entreprise. Ça montre exactement, bien, quand on  
23 dit telle chose, bien... tel comportement qui est  
24 non désirable, bien, voici tel cas vécu, puis voici  
25 les conséquences. Donc... puis le deuxième bloc,

1 c'est beaucoup présenter les activités  
2 juricomptables à Hydro-Québec, ce qu'on fait. On  
3 présente les cas vécus, les quelques-uns que j'ai  
4 présentés plus tôt, pour sensibiliser dans... les  
5 employés, d'une part pour également avoir des  
6 signaux d'alerte s'ils... s'ils voient des  
7 situations inhabituelles.

8 On essaye de leur démontrer qu'il a peut-  
9 être des choses qu'ils peuvent constater dans leur  
10 environnement de travail, puis là, à ce moment-là,  
11 bien, il y a des façons de faire pour alerter.  
12 Puis, dans ça, effectivement, on leur donne une  
13 façon d'agir si jamais ils étaient aux prises avec  
14 un problème. Ils peuvent en parler à leur  
15 gestionnaire, ils peuvent en parler au bureau du  
16 contrôleur, ils peuvent appeler la ligne éthique en  
17 toute confidentialité, ou ils peuvent appeler  
18 directement la vérification interne, l'équipe  
19 juricomptable.

20 Donc, de deux mille cinq (2005) à  
21 pratiquement aujourd'hui, on a donné cent cinquante  
22 (150) séances - c'est une durée de trois heures -  
23 auprès de trois mille six cent trente (3630)  
24 employés, dont la majorité c'est au... à Hydro-  
25 Québec Équipement et Centre de services partagés.



1 On peut dire que dans Hydro-Québec Équipement, on a  
2 fait à peu près le tour de tous les employés. Et on  
3 est allé également dans d'autres activités des  
4 autres divisions d'Hydro-Québec.

5 Q. **[219]** Est-ce que... Bon, je comprends pour le... la  
6 direction des acquisitions, le Centre de services  
7 partagés, mais est-ce qu'il y a une raison pour  
8 laquelle Hydro-Québec Équipement est... est... a  
9 fait l'objet, disons, de... d'une...

10 R. Dans un premier temps, ça a été une demande du  
11 président d'Hydro-Québec Équipement. Et, il faut  
12 savoir que c'est le constructeur et le bâtisseur,  
13 et depuis deux mille dix (2010), notamment, il y a  
14 la direct... bien, il y a CSP, et à l'intérieur  
15 duquel il y a la direction approvisionnement.

16 Donc, la direction approvisionnement, on  
17 parle du gardien du processus pour acquérir des  
18 biens et des services.

19 Donc, c'est des activités plus à risque que  
20 toute chose étant égale par ailleurs, les autres  
21 activités dans l'entreprise... sont exposés à  
22 davantage de situations problématiques.

23 Par ailleurs, je me permets de... d'ajouter  
24 ici que la direction approvisionnement a fait  
25 l'objet de présentations par le Bureau de la

1 concurrence du Canada, sur une sensibilisation au  
2 phénomène de collusion, entre autres, à... au... au  
3 moins deux reprises.

4 Q. **[220]** Parfait. Et pour finir d'encadrer l'ensemble  
5 de ces relations-là, si j'ai bien compris, le...  
6 Hydro-Québec s'est aussi doté d'un code de conduite  
7 des fournisseurs, en tout cas, d'un... d'un cadre  
8 juridique qu'il applique ou qu'il impose - j'ai dit  
9 juridique, mais je veux dire contractuel - qu'il  
10 impose à ses fournisseurs, un peu sur les mêmes  
11 lignes que le code de conduite interne? Ou...

12 R. Bien, en décembre deux mille douze (2012),  
13 effectivement, Hydro-Québec a mis en place un code  
14 de conduite qui s'adressait aux fournisseurs. Dans  
15 le fond, c'est essentiellement les grandes valeurs  
16 d'Hydro-Québec : intégrité, loyauté, embauche de...  
17 de... d'anciens employés d'Hydro-Québec. On vient  
18 décrire les... les valeurs, comme je dis. Puis, en  
19 même temps, bien, c'est des gens qui sont  
20 assujettis à être « audités » dans le respect de...  
21 du code de conduite. Puis on s'attend...

22 Q. **[221]** Et là, est-ce que vous...

23 R. ... à ce qu'ils respectent les valeurs d'Hydro-  
24 Québec parce que, comme conséquence possible, ça  
25 peut aller jusqu'à perdre ses... ses contrats avec

1 l'entreprise, si c'est pas respecté.

2 Q. **[222]** Madame Blanchette, je pense que c'est la  
3 di... voilà. Et est-ce que la... la vérification  
4 interne et la juricomptabilité sont appelés à jouer  
5 un rôle dans l'application de ce code-là?

6 R. Nous, on intervient pour faire les enquêtes de  
7 dérogation en provenance de comportements non  
8 désirables des fournisseurs ou des entrepreneurs. À  
9 partir du moment où est-ce qu'il y a une plainte  
10 qui est adressée à notre attention puis qu'on  
11 traite le dossier, s'il y a confirmation d'un  
12 comportement non désirable, bien là c'est acheminé,  
13 c'est dans le fond, le processus appartient  
14 beaucoup à la direction approvisionnement, parce  
15 que c'est eux qui font affaire avec les  
16 fournisseurs puis les entrepreneurs.

17 Donc, si on a constaté des anomalies, des  
18 irrégularités, ça va être traité dans un processus,  
19 à savoir jusqu'à quel point ça vient mettre en  
20 péril la relation de confiance, puis qu'est-ce qui  
21 peut être mis en place pour redresser et corriger  
22 la situation.

23 Q. **[223]** Donc, l'évaluation, enfin, l'enquête sur le  
24 problème initial puis l'évaluation de possibles  
25 solutions, surtout dans ce que monsieur Laporte a

1 décrit comme la catégorie jaune orange, là, enfin,  
2 entre les deux, là, avec un suivi plus attentif,  
3 ça, ça implique un rôle à jouer pour la  
4 vérification interne comme telle?

5 R. Nous, on est là pour faire enquête, diffuser  
6 l'information, et donner l'information requise  
7 supplémentaire pour... Par contre, le processus,  
8 c'est pas de notre ressort, on s'implique pas  
9 dans... du point de vue opérationnel de tout ça,  
10 là. Parce qu'on reste objectifs et indépendants.

11 Q. **[224]** Donc, si par exemple, une des conditions qui  
12 est posée par Approvisionnement pour le maintien de  
13 la relation d'affaires c'est d'avoir des  
14 vérifications ponctuelles à l'interne chez le  
15 fournisseurs, ce n'est pas vous qui allez être  
16 appelé à faire ça?

17 R. C'est une firme indépendant qui est embauchée par  
18 Hydro-Québec mais payée par l'entrepreneur pour  
19 faire suivre ses activités. Donc, c'est  
20 indépendant, c'est externe, c'est pas la  
21 vérification interne qui est mise à contribution  
22 pour cette tâche-là.

23 Q. **[225]** Parfait. Dernier petit point, en fait, je  
24 voudrais revenir sur... au début de votre  
25 témoignage, vous avez parlé du fait qu'il y avait

1 eu en deux mille douze (2012) un mandat de  
2 vérification qui avait été confié, portant sur dix  
3 (10) contrats pour une valeur totale de deux cent  
4 cinquante millions de dollars (250 M\$). Est-ce  
5 qu'il y a eu un rapport de produit par la... est-ce  
6 que c'est vous, d'ailleurs, qui avez procédé à  
7 cette vérification-là?

8 R. C'est pas moi qui...

9 Q. **[226]** Bien, vous, c'est-à-dire, la vérification  
10 interne, on s'entend.

11 R. C'est la vérification interne qui a produit un  
12 rapport. C'est les équipes en optimisation de  
13 ressources qui ont produit ce rapport-là à la  
14 demande du comité de vérification. Moi j'ai pas  
15 participé aucunement à ces travaux-là.

16 Q. **[227]** D'accord. Est-ce que vous pourriez prendre  
17 l'engagement de nous transmettre copie de ce  
18 rapport? Transmettre le rapport de... bon, deux  
19 mille douze (2012), portant sur la vérification de  
20 dix (10) contrats. Je vais reformuler plus  
21 lentement, je m'excuse. De dix (10) contrats d'une  
22 valeur de deux cent quatre-vingt millions de  
23 dollars (280 M\$).

24

25 189E-98 Transmettre le rapport de 2012 portant sur

1 la vérification interne à Hydro-Québec  
2 d'une valeur de 280 millions à  
3 l'attribution  
4

5 R. À l'attribution.

6 Q. **[228]** À l'attribution.

7 (12:10:45)

8 Me MARIE COSSETTE :

9 Madame la Présidente, je réitère le même  
10 commentaire que précédemment.

11 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

12 Bien sûr.

13 Me MARIE COSSETTE :

14 Et me permettez-vous une petite mention concernant  
15 les deux engagements précédents, 96 et 97. En  
16 amorçant déjà la vérification de ce qu'il en  
17 ressort sur ces engagements, je constate qu'il  
18 s'agit, pour le premier, le 96, en ce qui concerne  
19 le code d'éthique de la gestion des appels  
20 d'offres, il s'agit des appels d'offres d'achats  
21 d'électricité auprès de la Régie de l'énergie.  
22 Donc, je m'interroge sur la pertinence pour vos  
23 travaux que vous soyez saisis de ce document. Et  
24 peut-être juste pour compléter, le deuxième  
25 engagement, 97, sur la ligne de conduite, ce

1 document serait désuet, il n'est plus en vigueur.  
2 Alors, encore une fois, je m'interroge aussi, si  
3 c'est pertinent pour vous de vous l'acheminer.

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

5 Je vous suggère, Maître, peut-être, ou Madame la  
6 Présidente, qu'on discute ça en dehors des  
7 audiences?

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Oui. Le deuxième critère, même s'il est désuet, ce  
10 n'est peut-être pas aussi pertinent que le premier,  
11 puis vous discuterez avec...

12 Me MARIE COSSETTE :

13 Avec plaisir. Parfait.

14 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

15 Madame la greffière, peut-être aussi coter la  
16 présentation.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Votre remarque n'est peut-être pas aussi... J'ai  
19 dit : votre remarque ou votre objection n'est peut-  
20 être pas aussi bien fondée sur le deuxième que sur  
21 le premier.

22 Me MARIE COSSETTE :

23 Je comprends. Je vais quand même discuter avec lui  
24 pour vérifier si effectivement c'est dans le cadre  
25 du mandat de la Commission, parce que je comprends

1           votre commentaire.

2           Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

3           J'imagine que ça dépend du moment où il est devenu  
4           désuet.

5           LA GREFFIÈRE :

6           2007.

7           Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

8           Moi je n'ai plus de questions pour monsieur Forget,  
9           donc je vais coter la présentation avant de  
10          l'oublier. 2007?

11          LA GREFFIÈRE :

12          2007.

13

14          189P-2007 : Présentation de Michel Forget sur la  
15                           vérification interne à Hydro-Québec -  
16                           Juricomptabilité

17

18          Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

19          Madame la Présidente, voilà qui mettrait fin à mon  
20          interrogatoire, je ne sais pas si...

21          LA PRÉSIDENTE :

22          Je vais donc demander aux parties s'ils ont des  
23          questions à poser à monsieur Forget. Alors... Oui?

24          Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

25          Excusez-moi, Madame la Présidente, j'étais pour



1           peser sur envoyer des questions, j'aurais aimé,  
2           puis je vais vous les dire, peut-être qu'on peut  
3           faire ça juste avant la pause, j'aurais aimé des  
4           éclaircissements...

5           LA PRÉSIDENTE :

6           Bien, non, écoutez, non, ce que nous allons  
7           faire...

8           Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

9           C'est cinq minutes.

10          LA PRÉSIDENTE :

11          Je vais vous donner cinq minutes avec maître Me  
12          Lussiaà Berdou, parce que comme il est midi vingt-  
13          cinq et que je suppose qu'il n'y aura que quelques  
14          questions, par la suite maître Sonia LeBel fera une  
15          courte allocution, alors plutôt que de vous  
16          demander de revenir tous à quatorze heures  
17          (14 h 00), nous le ferons tout de suite après.

18                 Alors, ça va vous permettre, donc, nous  
19          allons suspendre quelques instants, vous permettre  
20          de voir avec maître Lussiaà Berdou les questions  
21          que vous avez à poser, et par la suite maître LeBel  
22          viendra.

23          SUSPENSION DE L'AUDIENCE

24          REPRISE DE L'AUDIENCE

25

---

1 (12:42:40)

2 LA GREFFIÈRE :

3 Monsieur Michel Forget, vous êtes sous le même  
4 serment.

5 R. Oui.

6 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

7 Alors, Madame la Présidente, avant de céder la  
8 parole, juste quelques petites questions de suivi  
9 avec monsieur Forget.

10 Q. **[229]** Monsieur Forget, tout à l'heure vous... Oui?

11 Me MARIE COSSETTE :

12 Madame la Présidente, pardonnez-moi de revenir  
13 encore sur le fameux engagement 98... 97, dis-je,  
14 mais après vérification, la Commission l'a déjà  
15 reçu le vingt-huit (28) mai dernier. Nous le  
16 retransmettrons à nouveau, pour faciliter le  
17 repérage, mais je souhaitais que vous soyez  
18 informés. Merci.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 (inaudible)

21 Me MARIE COSSETTE :

22 En deux mille treize (2013), pardon, j'aurais dû le  
23 préciser. Vingt-huit (28) mai deux mille treize  
24 (2013).

25

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

2 Donc, nous ferons les vérifications et nous...

3 Q. **[230]** Monsieur Forget, tout à l'heure vous avez  
4 donné des indications, vous avez, disons, rapporté  
5 un cas enquêté par vos services, dans lequel un  
6 pot-de-vin avait été versé. Je pense qu'à l'onglet  
7 16b c'était le cas numéro 2. Bon, ce cas fait état,  
8 dans la description que vous en avez donnée, d'une  
9 transaction dans laquelle quelqu'un verse un pot-  
10 de-vin à quelqu'un d'autre. Moi la question que je  
11 voudrais savoir c'est pour quelle raison ce pot-de-  
12 vin a été versé? Est-ce que vous avez des  
13 informations sur le stratagème qui, disons, à  
14 l'intérieur duquel ce pot-de-vin-là s'inscrivait?

15 R. O.K. Tout d'abord, le pot-de-vin n'a jamais été  
16 versé. C'était une tentative, O.K., ça a été  
17 demandé mais non versé. Et la contrepartie de ça,  
18 dans le fond, c'est que l'employé d'Hydro-Québec  
19 qui détenait un poste clé était la porte d'entrée  
20 pour l'achat de ce type de service professionnel  
21 que le plaignant offrait. Donc, en ne versant pas  
22 le pot-de-vin demandé, il n'a plus eu aucun autre  
23 contrat pendant plusieurs mois, de sorte que, pris  
24 dans ça, puis comme c'était... Hydro-Québec était  
25 un client relativement important pour son

1        entreprise, il a dénoncé la situation. C'est comme  
2        ça que ça s'est produit.

3        Q. **[231]** Et qu'est-ce qui permettait à cet individu  
4        dans son poste clé de, disons, fermer la porte à ce  
5        soumissionnaire-là, si on se base sur les  
6        explications qui ont été données par monsieur  
7        Laporte hier sur l'octroi, vous dites que cet  
8        employé d'Hydro-Québec était en mesure d'empêcher?

9        R. Bien, c'est que le poste qu'il détenait lui  
10       permettait de... c'est lui, par le biais  
11       probablement de son équipe, qui achetait les  
12       services auprès de fournisseurs de services  
13       professionnels. Et là, bien, la commande,  
14       probablement, c'était, peut-être qu'il y avait une  
15       deuxième entreprise qui pouvait offrir les  
16       services, peut-être de moindre qualité, puis ils  
17       sont peut-être versés par ça, ou bien il a retardé  
18       tout simplement l'intervention des services qu'il  
19       devait acheter, puis il a retardé ça dans le temps.  
20       Ça, je suis moins en mesure de vous répondre. Mais  
21       il avait la marge de manoeuvre qui lui permettait  
22       de tasser ce fournisseur-là, de toute évidence.

23       Q. **[232]** Est-ce qu'il a été établi que si le pot-de-  
24       vin avait été accepté, par exemple, le stratagème  
25       aurait fonctionné? Autrement dit, est-ce qu'après

1       ça des mesures ont été prises pour empêcher que...  
2       pour régler cette partie-là du problème? Là je  
3       comprends que l'individu a été identifié puis  
4       l'enquête a permis, bon, peut-être de le  
5       sanctionner, mais est-ce que, disons, le problème  
6       identifié par le biais de cette illustration-là a  
7       été réglé d'une façon ou d'une autre?

8       R. Ça se passe entre deux individus, hein. À partir du  
9       moment où est-ce que quelqu'un se sent en situation  
10      de pouvoir d'exiger quelque chose puis que la  
11      personne accepte de jouer le jeu, il y a deux  
12      fautifs dans ça. Se prémunir contre de tels actes,  
13      ce n'est pas évident.

14               La leçon que moi j'ai retenue, c'est que le  
15      fournisseur avait déjà offert trop, concernant les  
16      billets de spectacles c'était déjà beaucoup trop.  
17      Il avait commencé à embarquer dans le jeu de façon  
18      trop importante. Ça fait que l'autre continuait ses  
19      requêtes, puis allègrement il était pour augmenter  
20      ses demandes.

21               Mais se prémunir contre ça, c'est une  
22      question de loyauté, c'est une question  
23      d'intégrité, c'est une question de... Jusqu'à quel  
24      point on a des fournisseurs substitués dans ces  
25      domaines-là, moi je ne suis pas capable de parler

1 là-dessus, là, mais c'est sûr qu'il y avait peut-  
2 être une vulnérabilité à cause de... le fait que ce  
3 fournisseur de services-là avait vraiment comme des  
4 services qu'il rendait de façon très pointue, puis  
5 qu'il y avait peu de firmes qui pouvaient offrir ce  
6 service-là. C'est tout ce que je peux ajouter par  
7 rapport à ça, là.

8 Q. **[233]** Mais, à votre connaissance, c'est pas des  
9 mécanismes additionnels qui ont été mis en place  
10 par la suite. C'est une des limites du système, si  
11 on peut dire.

12 R. Bien, c'est une limite du système, c'est une  
13 question d'intégrité des personnes. Puis ceux qui  
14 jouent le jeu que, avec le pouvoir qu'ils ont en  
15 main, ils peuvent se permettre des demandes puis  
16 que les gens jouent le jeu, bien, c'est là qu'on a  
17 un problème. Il y a deux personnes qui sont  
18 malhonnêtes dans ça, là. Comment est-ce qu'après ça  
19 ça peut être découvert? Bon. Bien, c'est autre  
20 chose, là.

21 Q. **[234]** Parfait. Je vous remercie.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Alors, merci beaucoup, Monsieur Forget.

24 R. Merci beaucoup. Merci.

25 Q. **[235]** Alors...

1 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

2

3 DISCUSSION

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

5 Je cède la parole à maître LeBel.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Merci. Bonjour, Maître LeBel.

8 (12:48:12)

9 Me SONIA LeBEL :

10 Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
11 Commissaire.

12 À ce stade de nos travaux et à l'aube d'une  
13 nouvelle phase, je crois important de rappeler la  
14 mission de notre commission d'enquête. Cette  
15 dernière a pour but d'enquêter et d'exposer les  
16 stratagèmes de collusion et de corruption dans  
17 l'octroi et la gestion des contrats publics dans  
18 l'industrie de la construction, les liens avec le  
19 financement des partis politiques, le cas échéant,  
20 ainsi que les questions d'infiltration du crime  
21 organisé dans l'industrie.

22 Il est essentiel de souligner à nouveau que  
23 nous faisons le procès de personne. Nous sommes  
24 conscients de l'impact des révélations faites lors  
25 des audiences et des débats qu'elles engendrent. Un

1 principe important demeure : la Commission est  
2 indépendante et libre de toute influence  
3 extérieure.

4 Depuis le début des travaux, nous avons  
5 poursuivi l'objectif de mettre en lumière des  
6 stratagèmes en lien avec notre mandat, seul guide  
7 de la Commission. Nous croyons, compte tenu de la  
8 durée du mandat, avoir mis en preuve suffisamment  
9 d'éléments pour permettre de bien couvrir chacun de  
10 ces volets.

11 C'est ainsi qu'avant d'entreprendre la  
12 phrase... la phase, pardon, des consultations  
13 publiques et des témoignages d'experts, nous  
14 entendrons plusieurs organismes dotés de pouvoirs  
15 de contrôle et de surveillance sur des matières  
16 liées à notre mandat. L'objectif de cet exercice  
17 est important, il nous permettra de mieux  
18 comprendre leur rôle, leur responsabilité ainsi que  
19 leur limite.

20 Plusieurs des organismes existaient déjà  
21 pendant la période couvertes par notre mandat,  
22 d'autres ont été créés ou modifiés depuis le début  
23 de nos travaux. Plusieurs lois, règlements ou  
24 mesures ont également été adoptés, tant par les  
25 autorités municipales que provinciales, pour tenter



1 de répondre à des lacunes décrites par certains  
2 témoins. Tous ces éléments devront être étudiés et  
3 considérés au moment de l'élaboration des  
4 recommandations.

5 Il s'agit d'une étape différente de nos  
6 travaux que nous entreprendrons dès lundi prochain.  
7 Cette étape est d'une importance cruciale pour  
8 l'accomplissement de notre mandat.

9 Sur ce, Madame la Présidente, Monsieur le  
10 Commissaire, je vous souhaite une bonne fin de  
11 journée à tous.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci. Alors, je comprends donc que les organismes  
14 que nous entendrons seront prêts à débiter lundi,  
15 c'est ça?

16 Me SONIA LeBEL :

17 Dès lundi matin.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Parfait. Alors, donc bonne fin de semaine à tous.  
20 Merci.

21

22 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

23

24

25

1        SERMENT D'OFFICE

2

3        Nous, soussignés, **CLAUDE MORIN**, et **ROSA FANIZZI**,  
4        sténographes officiels, dûment assermentés,  
5        certifions sous notre serment d'office que les  
6        pages qui précèdent sont et contiennent la  
7        transcription fidèle et exacte des notes  
8        recueillies au moyen de l'enregistrement numérique,  
9        le tout hors de notre contrôle et au meilleur de la  
10       qualité dudit enregistrement, le tout, conformément  
11       à la Loi.

12       Et nous avons signé,

13

14

15

16

---

17       **CLAUDE MORIN**

18

19

20

21

22

23

---

24       **ROSA FANIZZI**

25